

WORLD TRADE ORGANIZATION

IP/N/1/FRA/G/1

10 July 1996

(96-2676)

Council for Trade-Related Aspects
of Intellectual Property Rights

Original: French

MAIN DEDICATED INTELLECTUAL PROPERTY LAWS AND REGULATIONS NOTIFIED UNDER ARTICLE 63.2 OF THE AGREEMENT

France

The present document reproduces¹ the following laws and regulations, as notified by France under Article 63.2 of the Agreement (see document IP/N/1/FRA/1):

	<u>Page</u>
- Law of 6 May 1919 (JORF of 8 May 1919), as amended, on the protection of designations of origin.	2
- Legislative Decree of 30 July 1935, as amended, on the protection of the wine market and the economic regime governing alcohol.	4
- Law No. 90-558 of 2 July 1990 on registered designations of origin for agricultural products and foodstuffs, raw or processed - JORF of 6 July 1990 (codified in the Consumer Code ² , except for Article 2).	10
- Decree No. 91-368 of 15 April 1991, on the organization and functioning of the National Institute of Designations of Origin - JORF of 17 April 1991.	13
- Law No. 49-1603 of 18 December 1949 on the official recognition, in the Wine Code, of wines defined as of superior quality (JORF of 21 December 1949), as amended by Decree No. 55-671 of 20 May 1955.	16
- Decree No. 88-416 of 22 April 1988, for the implementation - with regard to rums and tafias - of the Law of 1 August 1905 on fraud and forgery relating to service products (JORF of 24 April 1988), as amended by Decree No. 92-285 of 27 March 1992.	20

¹In French only.

²The Consumer Code will be distributed under reference No. IP/N/1/FRA/O/1.

PARTIE OFFICIELLE

LOI relative à la protection des appellations d'origine.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ACTIONS CIVILES

Art. 1^{er}. — Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit naturel ou fabriqué et contrairement à l'origine de ce produit, ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation.

La même action appartiendra aux syndicats et associations régulièrement constitués depuis six mois au moins, quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre.

Art. 2. — L'action sera portée devant le tribunal civil du lieu d'origine du produit dont l'appellation est contestée. La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation et instruite et jugée comme en matière sommaire.

Art. 3. — Dans la huitaine de l'assignation, le demandeur devra faire insérer, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement de son domicile, et aussi dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement du tribunal saisi, une note succincte indiquant ses nom, prénoms, profession et domicile, les nom, prénoms et domicile de son avoué, ceux du défendeur et de l'avoué de celui-ci, s'il a été constitué, et l'objet de la demande.

Les débats ne pourront commencer que quinze jours après la publication de la note prévue au paragraphe précédent.

Art. 4. — Toute personne, tout syndicat et association remplissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article 1^{er} pourra intervenir dans l'instance.

Art. 5. — Dans la huitaine de la notification de l'acte d'appel, l'appelant ou les appelants devront faire les insertions prévues à l'article 3 de la présente loi.

Les débats ne pourront commencer devant la cour que quinze jours après ces insertions.

Art. 6. — Les arrêts de la cour d'appel pourront être déférés à la cour de cassation.

En cas de pourvoi devant la cour de cassation, celle-ci sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par l'article 1^{er}.

Le pourvoi sera suspensif.

Art. 7. — Les jugements ou arrêts définitifs décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même commune ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune.

ACTIONS CORRECTIONNELLES

Art. 8. — Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement ou par une altération quelconque, sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine qu'il savait inexactes sera puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, d'un an au plus et d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2,000 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le tribunal pourra, en outre, ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

Quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation, des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte, sera puni des mêmes peines.

Art. 9. — Toute personne qui se prétendra lésée par le délit prévu à l'article précédent, tout syndicat et association réunissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article 1^{er}, pourra se constituer partie civile conformément aux dispositions du code d'instruction criminelle.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX APPELLATIONS D'ORIGINE S'APPLIQUANT AUX VINS ET AUX EAUX-DE-VIE

Art. 10. — Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public.

Art. 11. — Tout récoltant qui entend donner à son produit une appellation d'origine est tenu de l'indiquer dans sa déclaration de récolte.

Le service chargé de la protection des appellations d'origine au ministère de l'Agriculture et du ravitaillement procédera à l'enregistrement et à la publicité des déclarations faites dans les mairies par les récoltants lorsqu'elles comporteront l'emploi d'une appellation d'origine dont l'usage n'a pas été reconnu au déclarant.

L'enregistrement de ces déclarations,

prévu au deuxième paragraphe du présent article, ainsi que leur insertion dans un recueil officiel donneront lieu à la perception de taxes à déterminer par un règlement d'administration publique.

Art. 12. — A dater du 1^{er} septembre 1919, toute personne faisant le commerce en gros des vins, vins doux naturels, vins de liqueurs et eaux-de-vie ou, plus généralement, toute personne ou association ayant un compte de gros avec la régie, sera soumise, pour les produits achetés ou vendus, avec appellation d'origine française, à la tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties. Ce compte sera arrêté mensuellement par nature de produits et tenu sur place à la disposition des employés des contributions indirectes du grade de contrôleur et au-dessus et des inspecteurs régionaux et départementaux du service de la répression des fraudes.

Les inscriptions d'entrée et de sortie sur ce registre seront faites de suite et sans aucun blanc. Elles indiqueront les quantités de marchandises et d'origine sous l'appellation de laquelle elles auront été achetées.

A moins que ces marchandises ne soient revendues sans aucune appellation d'origine française, elles seront inscrites à la sortie avec le numéro de la pièce de régie, soit sous la même appellation qu'à l'entrée, soit sous l'une des appellations plus générales auxquelles elles ont droit d'après les usages locaux, loyaux et constants.

Les quantités, espèces et dénominations des produits susceptibles d'être vendus avec la désignation d'origine existant en magasin seront déclarées par le négociant à l'expiration du délai fixé au paragraphe 1^{er} du présent article et inscrites à cette date.

En cas de vente, les factures devront, pour les produits vendus avec désignation d'origine française, reproduire l'indication prévue au paragraphe 3 du présent article, et en ce qui concerne les eaux-de-vie, porter la mention du titre de mouvement et sa couleur.

Pour les marchandises destinées à l'exportation, les titres de transport devront porter les mêmes indications.

La soumission par laquelle tout expéditeur de vin doux naturel demandera une expédition de régie mentionnera le nom du cru.

Il n'est apporté aucune modification au régime des eaux-de-vie, notamment aux dispositions de la loi du 31 mars 1903 les concernant.

Les dispositions prévues au présent article pourront, par décret, soumis dans le délai d'un mois à la ratification des Chambres, être rendues applicables aux vins, vins de liqueur et eaux-de-vie provenant de pays étrangers dans lesquels des mesures de protection équivalentes auront été prises.

Art. 13. — L'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et caves indiquera l'appellation d'origine, figurant dans la déclaration de récolte ou celle, plus générale, résultant des usages locaux, loyaux et constants.

Art. 14. — Tout distillateur, récoltant ou non, qui voudra donner une appellation

2 Mai 1919

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

d'origine à des eaux-de-vie ne bénéficiant pas de la présomption légale inscrite dans l'article 21 ci-dessous, devra en faire la déclaration tant à la mairie de son domicile qu'à celle du lieu de la distillation, dans la huitaine qui précédera le commencement de la distillation. Cette déclaration sera inscrite sur un registre spécial dont communication sera faite à tout requérant.

Art. 15. — L'appellation d'origine donnée aux eaux-de-vie dans la déclaration prévue à l'article 11 sera acquise, si dans le délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article.

Pendant ce délai, les eaux-de-vie déclarées sous appellation d'origine, lorsqu'elles proviendront de régions non comprises dans les décrets de délimitation antérieurement rendus, devront être logées et manipulées dans des locaux séparés n'ayant, avec ceux où se trouvent d'autres eaux-de-vie, aucune communication excepté par la voie publique.

Si l'appellation d'origine est contestée avant l'expiration de ce délai, l'obligation des locaux séparés sera maintenue jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive soit intervenue.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX VINS MOUSSEUX

Art. 16. — Les récoltants et fabricants ayant le droit de donner à leurs vins mousseux l'appellation d'origine « champagne » devront, en outre des justifications exigées par l'article 12 de la présente loi, emmagasiner, manipuler et complètement manutentionner leurs vendanges et leurs vins dans des locaux séparés, sans aucune communication, autre que par la voie publique avec tous locaux contenant des vendanges ou vins auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine « champagne ».

Art. 17. — L'appellation d'origine « champagne » donnée aux vins mousseux dans la déclaration prévue à l'article 11 sera acquise si, dans le délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article.

Pendant ce délai, et jusqu'au jugement définitif s'il y a contestation, les vins mousseux auxquels l'appellation d'origine « champagne » pourra être contestée, devront être emmagasinés, manipulés et complètement manutentionnés dans des locaux séparés, n'ayant, avec ceux où se trouvent d'autres vins ou vendanges, aucune communication, excepté par la voie publique.

Art. 18. — Un délai de trois mois, à dater de la promulgation de la présente loi, est accordé, pour se conformer aux prescriptions de l'article précédent, aux commerçants qui, détenteurs de vins récoltés en dehors de la région délimitée par le décret du 17 décembre 1908 :

1° Font ou ont fait, depuis le 1^{er} avril 1911, à la fois le commerce des vins, devant recevoir l'appellation d'origine « champagne » et celui des vins sans appellation ;

2° N'ont qu'un seul magasin ou, s'ils en ont plusieurs, ne peuvent avoir qu'un seul accès sur la voie publique.

Dans le même délai de trois mois de la promulgation de la présente loi, les récol-

tants des régions non délimitées par le décret du 17 décembre 1908 pourront faire la déclaration prévue à l'article 11 ci-dessus.

Art. 19. — Par exception aux dispositions de l'article 16 ci-dessus, pourront être introduits dans les locaux visés par cet article, les vins destinés à la consommation du récoltant ou fabricant et des personnes qu'il emploie, dans les limites et sous les conditions fixées annuellement par le directeur départemental des contributions indirectes.

Art. 20. — Les vins mousseux ayant droit à l'appellation d'origine « champagne » ne pourront sortir des magasins séparés visés aux articles 16 et 17 ci-dessus sans que les bouteilles soient revêtues d'une étiquette portant le mot « champagne » en caractères très apparents ; les caisses ou emballages contenant ces bouteilles devront porter le même mot aussi en caractères très apparents.

Les bouteilles contenant les vins devront être fermées d'un bouchon portant le même mot sur la partie contenue dans le col de la bouteille.

Art. 21. — Les vins mousseux sans appellation d'origine ne pourront être mis en vente sans que les bouteilles soient revêtues, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, d'une étiquette portant les mots « vin mousseux » en caractères très apparents.

De même, les bouteilles des vins dont l'effervescence aura été obtenue, même partiellement, par addition d'acide carbonique ne provenant pas de leur propre fermentation, devront porter en caractères très apparents, la mention « vins mousseux gazéifiés ».

Art. 22. — Les infractions aux dispositions des articles 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 ci-dessus seront punies d'un emprisonnement d'un mois au moins et d'un an au plus et d'une amende de cent francs (100 fr.) au moins et de cinq mille francs (5,000 fr.) au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Pourront aussi les tribunaux ordonner la publication du jugement de condamnation intégralement ou par extrait dans tels journaux qu'ils désigneront et son affichage aux portes du domicile et des magasins du condamné, le tout aux frais de celui-ci.

Sera punie des peines portées au paragraphe précédent toute fausse déclaration ayant pour but d'obtenir une des expéditions prévues par les articles 23 et 24 de la loi du 31 mars 1903, et par l'article 25 de la loi du 6 août 1905, sans préjudice des sanctions prévues par les lois fiscales.

Art. 23. — L'article 163 du code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 24. — Sont et demeurent abrogés :

1° L'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, mais en tant seulement qu'il a décidé que des règlements d'administration publique statueraient sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales ;

2° L'article 1^{er} de la loi du 5 août 1908, complétant l'article 11 de la loi de 1905, en ce qu'il a décidé qu'il serait procédé par des règlements d'administration publique à la délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations de provenance de produits ;

3° La loi du 10 février 1911 ;

4° Tous règlements d'administration publique rendus en exécution des textes abrogés.

Toutefois, les producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées par les décrets des 17 décembre 1908, 1^{er} mai 1909, 25 mai 1909, 18 septembre 1909, 21 avril 1910, 18 février 1911, 7 juin 1911, pourront invoquer, à titre de présomption légale les dispositions de ces décrets, en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

Art. 25. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 6 mai 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'Agriculture
et du ravitaillement,
VICTOR BOREL.

Le ministre des finances,
L.-L. KLOTZ.

PARTIE OFFICIELLE

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Défense du marché des vins et régime économique de l'alcool.

Le Président de la République française,

Vu l'article unique de la loi du 8 juin 1935, autorisant le Gouvernement à prendre par décrets, jusqu'au 31 octobre 1935, toutes dispositions utiles ayant force de loi pour lutter contre la spéculation et défendre le franc;

Vu les lois des 6 mai 1919, 22 juillet 1927, 6 et 30 avril 1935, relatives à la protection des appellations d'origine;

Vu la loi du 4 juillet 1931 modifiée, complétée et codifiée par la loi du 8 juillet 1933 sur la viticulture et le commerce des vins;

Vu la loi du 24 décembre 1934, tendant à réaliser l'assainissement du marché des vins;

Vu le code des contributions indirectes, et notamment les articles 1^{er} à 168, fixant le régime économique et fiscal de l'alcool et l'article 240, réglementant la fabrication des vins doux naturels;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes commerciales;

Vu l'avis exprimé par le conseil des ministres, au cours de sa séance du 30 juillet 1935;

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères, et des ministres des finances, de l'agriculture, de la guerre et de l'intérieur,

Décète:

CHAPITRE I^{er}

MODIFICATIONS A LA LOI DU 4 JUILLET 1931 CODIFIÉE

Art. 1^{er}. — Les redevances instituées par l'article 1^{er} de la loi du 4 juillet 1931, modifiée par la loi du 8 juillet 1933, s'appli-

quent aux exploitations dont la déclaration de récolte accuse une production supérieure à 200 hectolitres. Ce chiffre est abaissé à 125 hectolitres quand le rendement à l'hectare dépasse 150 hectolitres.

Art. 2. — Le premier paragraphe de l'article 3 de la loi du 4 juillet 1931 codifiée est complété comme suit:

« Toute plantation de remplacement est interdite si l'arrachage des vignes à remplacer n'a pas été précédé d'une déclaration souscrite à la recette buraliste des contributions indirectes ou des contributions diverses. »

Art. 3. — Au premier paragraphe de l'article 7 de la loi du 4 juillet 1931 codifiée, le chiffre de 300 hectolitres est substitué à celui de 400.

Par dérogation aux dispositions des articles 7, paragraphe 3, et 10, paragraphe 1^{er}, de la loi du 4 juillet 1931 codifiée, le blocage et la distillation obligatoire seront étendus:

1^o Aux récoltes comprises entre 300 et 400 hectolitres quand les disponibilités dépasseront 78 millions d'hectolitres;

2^o Aux récoltes comprises entre 200 et 400 hectolitres quand les disponibilités seront supérieures à 84 millions d'hectolitres.

Toutefois, la quantité de vin dont le producteur conservera la disposition ne pourra, en aucun cas, être inférieure à 200 hectolitres.

Art. 4. — Les neuvième et dixième paragraphes de l'article 7 de la loi du 4 juillet 1931 codifiée sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

« La quantité bloquée devra être représentée à toute réquisition, à défaut de justification, soit de distillation, soit d'envoi à la vinaigrerie, soit d'exportation hors de France ou d'Algérie. »

Art. 5. — Le onzième paragraphe de l'article 7 de la loi du 4 juillet 1931 codifiée est rédigé comme suit:

« Seront exonérés du blocage:

« a) Les producteurs dont le rendement moyen à l'hectare... (sans changement);

« b) Les producteurs dont le vin bénéficie d'une appellation d'origine contrôlée, au sens de l'article 21 du présent décret.

« En attendant que la liste des appellations d'origine contrôlées ait pu être établie, et jusqu'au 15 décembre 1936 au plus tard, sont maintenues les dispenses actuelles relatives aux vins déclarés sous appellation d'origine;

« c) Les producteurs qui, au cours de l'année précédente... » (sans changement).

Art. 6. — Le deuxième paragraphe de l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931 codifiée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Une partie de ces prestations, soit:

« 1 litre 05 d'alcool pur par hectolitre de vin produit dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 10° et au-dessus;

« 0 litre 82 d'alcool pur par hectolitre de vin produit dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 8°5 au moins;

« 0 litre 65 d'alcool pur par hectolitre de vin produit dans les autres régions,

31 Juillet 1935

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

est payée à un prix égal à 60 p. 100 du prix de l'alcool de marc. Elle pourra être exécutée sous forme d'alcool vinique. Pour le surplus, qui doit exclusivement consister en alcool de vin, les prix d'achat qui peuvent être dégressifs sont fixés par le décret prévu à l'alinéa précédent sans qu'ils puissent dépasser les trois quarts de ceux des alcools de vin du contingent.

« Ce décret pourra indiquer les conditions dans lesquelles la fourniture d'alcool de vin sera remplacée ou compensée par des exportations de moûts concentrés à destination de l'étranger ».

Art. 7. — Pour le calcul du blocage édicté par l'article 7 de la loi du 4 juillet 1931 codifiée, la déclaration de récolte est atténuée des quantités de moûts ou de vins :

1° Dispenses à la suite d'opérations de concentration effectuées dans les conditions réglementaires. Quand les moûts concentrés obtenus sont utilisés pour d'autres usages que la chapaladisation des moûts de vendanges ou l'édulcoration des vins blancs secs et, d'une manière générale, toute opération de vinification, il y a lieu de déduire le volume initial des moûts traités :

2° Utilisées à l'élaboration de mistelles, de vins médicamenteux, de vins de liqueur, d'apéritifs à base de vin ou de vins doux naturels ou à la préparation de moûts stérilisés devant être vendus en nature pour la consommation de bouche, à la condition, dans ce dernier cas, qu'une déclaration préalable ait été faite à la recette budgétaire et que les opérations aient été soumises au contrôle des services des contributions indirectes ou des contributions directes.

La déduction prévue aux alinéas ci-dessus est également effectuée pour le calcul de la distillation édictée par l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931 codifiée sans que, toutefois, elle puisse aboutir à dispenser le producteur de la partie des prestations en alcool vinique visée à l'article précédent.

Art. 8. — Dans le cas où les cours pratiqués sur les marchés prévus à l'article 51 de la loi du 16 avril 1930 feraient apparaître que les vins sont vendus à un prix notablement inférieur au prix de revient, le Gouvernement pourrait, par décrets rendus après avis de la commission consultative interministérielle de la viticulture, complétée dans les conditions indiquées au numéro 2° de l'article 7 de la loi du 4 juillet 1931, fixer l'échelonnement d'après lequel les vins pourraient être enlevés de la propriété. Cet échelonnement devrait être conçu de telle sorte que chaque récoltant puisse expédier, par tranche, au minimum le dixième de sa récolte disponible et, en tout cas, 100 hectolitres.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 9. — Le deuxième paragraphe de l'article 210 du code des contributions indirectes est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Toutefois, sont admises, pour la préparation des vins doux naturels, les vendan-

ges obtenues sur des parcelles complantées, dans la limite maximum de 10 p. 100 du nombre total de pieds, avec des cépages autres que le muscat, le grenache, le macabée ou le malvoisie. La déclaration de fabrication doit indiquer le numéro du plan cadastral et la situation des parcelles dans lesquelles sont récoltées les vendanges servant à préparer les vins doux naturels ».

Art. 10. — Les premier et deuxième paragraphes de l'article 9 de la loi du 21 décembre 1931 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« A partir du 1^{er} août 1932, il est interdit, sous les peines portées à l'article 10 ci-après, d'importer, de vendre, de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou en circulation en vue de la vente, sauf pour la vinaigrerie ou la distillerie, des vins issus des cépages visés à l'article 6 de la présente loi.

« Jusqu'à cette date, lesdits vins doivent être livrés sans coupage à la consommation, avec indication du cépage tant sur les contenants que sur les factures et pièces de régie. Ils sont soumis à un compte spécial, tenu par les négociants eux-mêmes. Tout manquant supérieur à 5 p. 100 des charges, reconnu à la balance de ce compte, est réputé provenir d'un coupage et donne lieu à l'application des peines prévues à l'article ci-après.

« Jusqu'au 31 août 1935, les transferts de blocage et de distillation obligatoire porteront par priorité sur ces vins ».

Art. 11. — L'article 31 du code des contributions indirectes est complété comme suit :

« Est interdite la distillation des mares de raisin, transformés ou non en dilutions, ne renfermant pas, par 100 kilogr. :

« 1 litre 60 d'alcool pur dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 10 degrés au moins.

« 3 litres 75 d'alcool pur dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 8 degrés 5 au moins.

« 3 litres d'alcool pur dans les autres régions ».

Art. 12. — A l'avant-dernier alinéa de l'article 21 du code des contributions indirectes, la dernière phrase est abrogée.

Art. 13. — L'article 1, n° 2°, alinéa a, de la loi du 21 décembre 1931, est modifié comme suit :

« a) Le produit de la vente des alcools pour la carburation ».

En outre, l'avant-dernier alinéa de l'article 1^{er} de la même loi est complété par la disposition suivante :

« Dans les mêmes conditions, des livraisons pourront être faites aux établissements d'assistance publique ».

Art. 14. — Les sommes consacrées aux achats d'alcools de vins, prévus par le décret du 25 juin 1935, en sus des besoins des vinages et roullages au cours de la campagne 1934-1935, seront inscrites au débit du compte spécial institué par l'article 4 de la loi du 21 décembre 1931.

Art. 15. — Sous les peines prévues à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 21 juillet 1929 sur la répression des fraudes commerciales, il est

interdit d'importer, de fabriquer, de transporter en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre des boissons titrant :

1° Moins de 15 degrés s'il s'agit de liqueurs non apéritives, vins de liqueur, vermouths ou apéritifs à base de vin ;

2° Moins de 25 degrés s'il s'agit d'apéritifs à base d'alcool ;

3° Moins de 30 degrés s'il s'agit de tous autres spiritueux.

Art. 16. — Dans les débits de boissons, buffets, restaurants et, d'une manière générale, dans tous les établissements où sont vendues des boissons à consommer sur place ou à emporter, la contenance des bouteilles autres que d'origine, carafes, flacons, verres et autres récipients en service, doit être gravée sur les récipients eux-mêmes, exprimée en litres, décilitres ou centilitres.

Toutefois, pour le matériel en service lors de la promulgation du présent décret, et jusqu'à l'expiration d'une période de trois ans, l'indication des contenances sur les récipients visés au paragraphe précédent ne sera pas obligatoire si elle figure explicitement sur des affiches, apposées dans les magasins de vente, à la vue de la clientèle, de même que sur les menus, cartes et tous documents analogues présentés aux consommateurs.

Toute infraction sera constatée et poursuivie comme en matière de fraudes et falsifications et punie des peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

Art. 17. — L'article 1^{er} de la loi du 21 décembre 1931 est ainsi complété :

« ... et de la fermeture de l'établissement pour une durée que le tribunal fixera dans la limite de onze mois au maximum ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Art. 18. — Les inspecteurs du service de la répression des fraudes et les agents placés sous leur contrôle ont qualité pour rechercher et constater à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions les infractions à l'article 13 de la loi du 21 décembre 1931.

Une commission consultative nommée par décret contresigné du ministre de l'agriculture, du ministre du commerce et de l'industrie, ainsi que du ministre des finances et comprenant :

1° Trois membres représentant le commerce de la vente des vins au détail et du commerce de l'hôtellerie ;

2° Deux membres représentant le commerce en gros des vins et des spiritueux ;

3° Cinq membres représentant la production des vins et des alcools ;

4° Un délégué de la commission des boissons de la Chambre des députés ;

5° Un délégué de la commission de l'agriculture du Sénat ;

6° Deux délégués du comité national de propagande institué par la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture ;

7° Cinq délégués représentant chacun l'un des ministères ci-après : agriculture, commerce et industrie, finances, justice, intérieur,

sera appelée à formuler des avis sur les questions relatives à l'application de l'article 18 de la loi du 21 décembre 1931 et sur tous les problèmes concernant le con-

trôle des prix de vente au détail, ou dans les lieux de consommation des vins et spiritueux.

CHAPITRE III

PROTECTION DES APPELLATIONS D'ORIGINE

Art. 19. — Le premier paragraphe de l'article 12 de la loi du 6 mai 1919, relative à la protection des appellations d'origine, est rédigé comme suit :

« Toute personne faisant le commerce en gros des vins, vins doux naturels, vins de liqueur et eaux-de-vie ou, plus généralement, toute personne ou association ayant un compte de gros avec la régie, est soumise pour les produits achetés ou vendus avec appellation d'origine française, à la tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties. Ce compte, suivi par nature de produits et appellation par appellation, est arrêté mensuellement et tenu, sur place, à la disposition des employés des contributions indirectes, du grade de contrôleur et au-dessus, et des inspecteurs régionaux et départementaux du service de la répression des fraudes. Pour servir au contrôle des inscriptions portées aux entrées et aux sorties du compte, les négociants doivent mettre à la disposition des agents, l'intégralité de leurs écritures commerciales. »

Art. 20. — Il est institué un comité national des appellations d'origine des vins ou eaux-de-vie qui est doté de la personnalité civile.

La composition de ce comité et ses règles de fonctionnement seront fixées par un décret, rendu sur la proposition des ministres de l'Agriculture, de la Justice et des Finances.

Art. 21. — Il est institué une catégorie d'appellations d'origine dites « contrôlées ».

Le comité national déterminera, après avis des syndicats intéressés les conditions de production auxquelles devra satisfaire le vin ou l'eau-de-vie de chacune de ces appellations contrôlées. Ces conditions seront relatives à l'aire de production, aux cépages, au rendement à l'hectare, au degré alcoolique minimum du vin, tel qu'il doit résulter de la vinification naturelle et sans aucun enrichissement, aux procédés de culture et de vinification ou de distillation. Le comité aura le droit de compléter, mais il ne pourra reviser celles de ces conditions relatives à l'encépagement ou aux procédés d'obtention du produit qui ont fait l'objet d'une décision judiciaire rendue en application de la loi du 22 juillet 1927 ayant force de chose jugée, ni les délimitations géographiques qui résultent ou pourront résulter des applications de la loi du 6 mai 1919. Il devra déterminer à l'intérieur des régions ainsi délimitées l'aire de production qui donnera droit à l'appellation.

Ne pourront être vendus sous le nom de l'appellation contrôlée que les vins réunissant les conditions exigées pour leur production dans chacune de ces appellations contrôlées.

Feront l'objet de cette réglementation les appellations d'origine régionales, sous-régionales et communales existant au moment de la promulgation de la présente loi, et qui auront fait l'objet d'une délimitation judiciaire passée en force de chose

jugée, ainsi que celles qui, par leur qualité et leur notoriété, seront considérées par le comité national comme méritant d'être classées parmi les appellations contrôlées.

Une réglementation spéciale pourra être édictée pour l'appellation « champagne », afin de compléter ou de modifier le statut établi par la loi. Il pourra en être de même pour les vins récoltés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Les décisions prises par le comité dans la limite des attributions qui lui sont reconnues par le présent article feront l'objet, sur l'initiative du ministre de l'Agriculture, de décrets qui seront publiés au *Journal officiel*.

Art. 22. — Les vins ayant fait l'objet de ces décrets et ayant ainsi droit à une appellation d'origine contrôlée, circuleront avec des titres de mouvement de couleur verte, mentionnant cette appellation. Ces titres de mouvement ne pourront être délivrés pour les vins qui, au moment de la promulgation du décret intéressant l'appellation, ne seraient plus dans les chais des récoltants. Quand ils seront demandés pour des vins sortant de la propriété ou des magasins de vinificateurs, leur établissement donnera lieu au paiement d'une taxe spéciale de 2 fr. par hectolitre de vin qui sera assise et recouvrée dans les conditions prévues en matière de droit de circulation, et sous la sanction édictée pour les enlèvements de vins opérés sans pièce de régie.

Les sommes perçues au titre de la taxe spéciale de 2 fr. par hectolitre seront attribuées, à raison d'un quart au Trésor, d'un quart au fond de propagande créé par l'article 16 de la loi du 4 juillet 1931 et de moitié au comité national des appellations d'origine institué par l'article 20 du présent décret. Le comité organisera grâce à ces fonds, la défense des appellations et la lutte contre la fraude tant en France qu'à l'étranger.

Art. 23. — Le comité national pourra, dans les mêmes conditions que les syndicats professionnels constitués conformément aux dispositions de l'article 3, chapitre 1^{er}, du code du travail, contribuer à la défense des appellations d'origine en France et à l'étranger, collaborer à cet effet avec les syndicats formés pour la défense de ces appellations, ester en justice pour cette défense.

Ce comité pourra demander le commissionnement d'agents de la répression des fraudes, en vue de contribuer, conformément à l'article 15 de la loi du 24 décembre 1934, à l'application des lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sincérité des déclarations de récolte avec appellations d'origine et le respect des décisions défendant ces appellations.

Ces agents pourront contrôler les cépages employés par les récoltants des diverses appellations.

Le comité national fournira des avis au Gouvernement sur la défense des intérêts des producteurs de vins à appellation d'origine dans le commerce international, notamment à l'occasion de la préparation des traités de commerce.

Quand il délibérera sur toutes les questions relatives au commerce international et à la protection des appellations d'origine à l'étranger, il lui sera adjoint cinq délégués du commerce d'exportation des vins et spiritueux, nommés par le ministre de l'Agriculture, un représentant du ministre du commerce et un représentant du ministre des affaires étrangères.

Ce comité désignera des délégués dont le nombre sera fixé par le ministre de l'Agriculture au comité national de propagande institué par le décret du 8 décembre 1931, en vue de collaborer avec lui à la propagande en faveur des vins à appellation d'origine.

Art. 24. — Pour les vins à appellation d'origine contrôlée, il ne pourra être employé sur les factures, étiquettes, étampes et autres marques extérieures, d'autre désignation géographique, en dehors du nom du cru, que celle de l'appellation contrôlée.

Art. 25. — Toutes les dispositions prévues par la loi du 6 mai 1919, modifiée par celle du 22 juillet 1927 pour la protection des appellations d'origine, notamment les articles 1^{er} à 13 et 22 et 23 de cette loi, s'appliquent aux « appellations contrôlées » ayant fait l'objet des décrets prévus par le présent décret.

CHAPITRE IV

ARRACHAGES DE VIGNES

Art. 26. — Jusqu'au 30 novembre 1935, seront reçues, dans les recettes ruralistes des contributions indirectes ou des contributions diverses, des déclarations par lesquelles des viticulteurs prendront l'engagement d'arracher partie ou totalité de leurs vignes.

Deux sortes de déclarations pourront être enregistrées, suivant que les intéressés réserveront leur droit à replantation à l'expiration d'un délai de cinq ans, compté du 30 novembre 1935, ou qu'ils s'engageront à ne pas compenser leurs arrachages pendant un délai de trente ans compté de la même date.

Art. 27. — Dans la première des deux hypothèses prévues au deuxième paragraphe de l'article précédent, les récoltants obtiendront, dès la réalisation des arrachages et jusqu'au moment de la replantation :

1^o Des dispenses partielles de blocage et de distillation dans les conditions fixées par les articles 7 de la loi du 4 juillet 1931 modifiée, et 16 de celle du 24 décembre 1934. Si, postérieurement au décompte de ces dispenses, le vignoble a été accru par location, héritage ou acquisition de parcelles plantées, il n'est pas fait état de la production de ces parcelles pour limiter les exonérations établies. Ladite production est évaluée d'après le rendement moyen à l'hectare obtenu sur l'ensemble de l'exploitation du précédent possesseur ;

2^o Une rectification de la nature de culture et du classement des parcelles de vignes détruites, comme il est précisé à l'article 16, paragraphe 3, de la loi du 24 décembre 1934.

Les arrachages devront être opérés avant le 31 mars 1936 et précédés de déclarations souscrites dans les conditions fixées par

31 Juillet 1935

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

l'article 5 du décret du 13 août 1933, modifié par le décret du 29 janvier 1935.

Art. 23. — Les viticulteurs qui prendront l'engagement de ne pas compenser leurs arrachages pendant un délai de trente ans compté du 30 novembre 1935, et de ne pas consacrer les terres sur lesquelles les arrachages doivent être opérés à la culture du tabac, du lin, de la betterave à sucre ou à distillerie, obtiendront, en sus de la rectification et du reclassement prévus au 2° de l'article précédent, une indemnité établie en fonction :

1° De la superficie des parcelles détruites ;

2° De l'âge et de l'état de productivité des vignobles, de la qualité du vin qu'ils produisent et de la valeur vénale des vignes dans la région.

Ils souscriront à la recette ruraliste des contributions indirectes ou des contributions diverses des déclarations indiquant :

1° Leurs nom, prénoms et domicile ;

2° La situation (département, commune et lieudit) avec référence au cadastre et toutes indications susceptibles d'en permettre l'identification ;

a) Du vignoble sur lequel des arrachages sont envisagés ;

b) Des parcelles proposées pour l'arrachage ;

3° L'âge des vignes à détruire et la nature des cépages dont elles sont composées.

Art. 24. — Dans un délai de quinze jours, compté du 1^{er} décembre 1935, les demandes d'arrachages présentées dans chaque département conformément aux dispositions de l'article qui précède, seront soumises à une commission composée :

Du directeur des contributions indirectes ou des contributions diverses, président.

Du directeur des contributions directes.

Du directeur de l'enregistrement.

D'un fonctionnaire des contributions indirectes ou des contributions diverses, désigné par le directeur, qui remplira les fonctions de secrétaire avec voix délibérative.

Du directeur des services agricoles.

D'un représentant de la chambre d'agriculture.

De deux viticulteurs exploitants désignés par le préfet, sur une liste dressée par le directeur des services agricoles après consultation de la chambre d'agriculture ; dans les départements où existent des coopératives de vinification, l'un de ces deux viticulteurs devra être pris parmi les membres des coopératives.

Chacun de ces représentants pourra se faire suppléer par un délégué.

Art. 30. — Après avoir procédé à un premier examen des dossiers, la commission formulera des propositions en vue de la désignation d'un nombre suffisant de comités de contrôle locaux chargés de vérifier les déclarations d'arrachage.

Art. 31. — Sur avis de la commission départementale, les comités de contrôle locaux seront constitués par arrêté préfectoral.

Ces comités comprendront :

Un fonctionnaire des contributions indirectes ou des contributions diverses, président.

Un percepteur.

Un receveur de l'enregistrement.

Deux experts choisis par le préfet sur une liste présentée par la chambre d'agriculture parmi les viticulteurs de l'arrondissement, mais d'un autre canton.

Art. 32. — Les comités de contrôle locaux procéderont à une vérification sur place des demandes d'arrachage ; ils s'assureront de l'état des vignes, de la situation, de la nature et de l'âge des cépages ainsi que de leur faculté de production et ils en feront rapport au président de la commission départementale.

Si les conclusions des deux experts n'étaient pas concordantes, ils établiraient des comptes rendus séparés.

Art. 33. — Après avoir examiné les rapports fournis par les comités de contrôle locaux, la commission départementale fixera, pour chaque demande d'arrachage, et dans la limite maximum de 7.000 fr. par hectare, le montant de l'indemnité à attribuer. Elle pourra établir sa conviction par tous les moyens d'information qu'elle jugera utiles et statuera sans appel, à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage.

La commission pourra rejeter les demandes présentées si les vignes proposées pour l'arrachage ne se trouvent plus en état de production.

Les décisions de la commission seront notifiées aux viticulteurs intéressés par lettres recommandées comportant accusé de réception. Un délai de quinze jours sera accordé aux intéressés pour faire connaître au président de la commission s'ils acceptent ou refusent l'indemnité qui leur est offerte. Tout défaut de réponse dans le délai fixé sera interprété comme un refus.

En cas d'acceptation, les arrachages devront être opérés le 31 mars, dernier délai.

Art. 34. — Les déclarations d'arrachage souscrites en vue d'obtenir le droit à indemnité pourront être limitées ou réduites. Dans ces deux hypothèses, un droit de priorité sera accordé à celles remises :

1° Par les viticulteurs qui exploitent des vignes entrées en production après 1928 et qui, de ce fait, se trouvent passibles de la majoration de blocage édictée par l'article 7, paragraphe 4, de la loi du 4 juillet 1931 modifiée ;

2° Par les viticulteurs établis depuis moins de vingt années.

Toutefois, seront acceptées, par priorité, sans limitation ni réduction, les déclarations présentées par les producteurs qui cultivent des cépages visés par les décrets rendus en exécution de l'article 6 de la loi du 24 décembre 1931.

Art. 35. — Dans chaque commune, les déclarations d'arrachage avec indemnités retenues par la commission départementale et dont les conditions auront été acceptées par les viticulteurs, seront analysées sur un tableau qui sera affiché à la porte de la mairie, où il demeurera pendant trois mois au moins.

Une commission, comprenant, en dehors du maire et d'un conseiller municipal, trois

répartiteurs désignés par le conseil municipal, surveillera les opérations d'arrachage et en fera rapport au préfet à l'expiration du délai prévu à l'article 33, paragraphe 4, précédent.

Sauf en cas de force majeure dûment établie, tout défaut d'arrachage dans le délai fixé sera constaté par un procès-verbal dressé par le service des contributions indirectes ou des contributions diverses, dans la forme qui lui est propre. Il donnera lieu à l'application d'une astreinte fixée à 100 francs par hectare, et par jour de retard, jusqu'au moment où l'arrachage aura été réalisé. Le montant de cette astreinte sera imputé sur le montant des indemnités.

Le paiement des indemnités aura lieu dans le délai de 4 ans par fractionnement d'un quart chaque année, suivant les modalités fixées par arrêtés du ministre des finances, le premier quart étant payé dans les trois mois qui suivront la constatation de l'arrachage. Les sommes nécessaires à cet effet seront fournies par les ressources prévues à l'article 50 ci-après. En aucun cas, un paiement ne pourra avoir lieu avant l'achèvement des arrachages.

Art. 36. — En conséquence de l'attribution d'une indemnité d'arrachage, les possibilités d'expédition des viticulteurs bénéficiaires, fixées à la moyenne de trois récoltes les plus favorables qu'ils auront obtenues de 1927 à 1933 inclus, seront diminuées des quantités de vin que les parcelles détruites étaient réputées produire et qui auront été retenues pour le calcul des indemnités.

Art. 37. — En principe, le paiement de l'indemnité d'arrachage est exclusif des dispenses partielles de blocage et de distillation prévues au 1° de l'article 27 précédent.

Sur demande des viticulteurs, ces dispenses pourront néanmoins leur être consenties dans la mesure de leurs arrachages ; mais, dans ce cas, l'indemnité fixée par la commission départementale sera réduite de moitié.

Art. 38. — Si les arrachages opérés volontairement avec servitude trentenaire, n'atteignent pas une superficie minimum de 150.000 hectares pour la France et l'Algérie, des arrachages obligatoires, avec indemnité réduite de 50 p. 100 seraient imposés, à compter du 1^{er} janvier 1936, par décrets rendus sur la proposition des ministres de l'intérieur, de l'agriculture et des finances, dans les départements où se trouveraient remplies simultanément les deux conditions suivantes :

1° La moyenne de production des campagnes 1921-1925 à 1933-1934 excéderait la moyenne des quantités de vin soumises au droit de circulation pendant le même temps, dans ces mêmes départements ;

2° La superficie productive du vignoble accusée aux déclarations de récolte, dépassant 3.000 hectares, se serait accrue de plus de 5 p. 100 entre les années 1921 et 1933.

Le cas échéant, les arrachages opérés volontairement avec servitude trentenaire dispenseraient, à due concurrence, des arrachages obligatoires.

Art. 39. — Les fonctions de membre de la commission départementale sont gratuites ; il en est de même pour la commis-

cion communale chargée de surveiller les opérations d'arrachage.

Les membres des comités de contrôle locaux obtiendront le remboursement de leurs frais de déplacement d'après le tarif adapté pour les fonctionnaires des services extérieurs du ministère de l'agriculture (groupe III).

Art. 40. — Des décrets fixeront les détails d'application des mesures qui précèdent et notamment le barème général servant au décompte des indemnités et le délai dans lequel les arrachages obligatoires devraient éventuellement être opérés.

En cas de recours à l'arrachage obligatoire, tout défaut d'arrachage dans le délai prescrit donnerait lieu à l'application d'une astreinte fixée à 150 fr. par hectare et par jour de retard jusqu'au moment où l'arrachage aurait été réalisé. Au surplus, tout titre de mouvement serait refusé aux cultivateurs intéressés dès l'expiration du délai fixé pour les arrachages.

CHAPITRE V

RÉGIME ÉCONOMIQUE DE L'ALCOOL

Art. 41. — Le code des contributions indirectes est modifié et complété comme suit :

Art. 1^{er}, 1^{er} alinéa. — Est réservée à l'Etat représenté par le service des alcools, la production des alcools éthyliques autres que : 1^o les eaux-de-vie ayant droit à l'appellation d'origine Cognac ou Armagnac; 2^o les eaux-de-vie ne tirant pas plus de 50 degrés Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades, et provenant de la distillation, non suivie de rectification, des vins, cidres, poirés, marcs non séchés, lies fraîches, hydromels et fruits frais. La production des genièvres est soumise à un régime spécial fixé par l'article 4 ci-après.

Art. 2. — Les quantités d'alcool achetées par l'Etat sont rattachées par lui pour tous usages impliquant une opération à caractère industriel ou des manipulations faisant perdre au produit, en vertu de la législation relative à la répression des fraudes, le droit à la dénomination générique d'eau-de-vie.

Tous alcools non acquis du service des alcools et utilisés à l'un quelconque des emplois prévus au paragraphe précédent, sont soumis au profit de ce service à une redevance égale à la différence entre le prix de cession, par le service, de l'alcool pour la fabrication des liqueurs et apéritifs et le prix d'achat, par ledit service, des alcools de vin. Le taux de cette redevance, ainsi que les prix de cession, sont fixés par arrêtés ministériels.

Art. 3. — Les quantités d'alcool à acheter par le service commercial pour chaque campagne allant du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année suivante, sont fixées aux chiffres ci-après :

Alcools de mélasse, 600.000 hectolitres.
Alcools de synthèse et de grains, 28.000 hectolitres.

Alcools de vins, 325.000 hectolitres.

Alcools de marcs de raisins, dilués ou non, 300.000 hectolitres.

Alcools de cidres ou de poirés, 25.000 hectolitres.

Alcools de pommes ou de poirés, 300.000 hectolitres.

Les quantités non utilisées sur chacun des contingents prévus au paragraphe précédent et qui ne comprennent pas les alcools provenant de la distillation prévue par l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931, sont reportées sur les campagnes suivantes; en outre, les contingents d'alcools de marcs de raisins peuvent, à la demande des intéressés, être transformés, pour leur valeur d'achat, en alcools de vin.

Art. 42. — En cas de dépassement des contingents établis par l'article qui précède, des réductions seront effectuées dans des conditions qui seront fixées par des décrets rendus sur la proposition des ministres des finances et de l'agriculture, après avis d'une commission spéciale comprenant notamment des représentants des récoltants et des producteurs d'alcool.

Il devra être réservé, sur la production indigène des mélasse de sucrerie ou de raffinerie, et dans la limite de 100.000 tonnes par campagne, les quantités nécessaires aux éleveurs et aux préparateurs d'aliments mélangés, pour la nourriture des animaux. Le prix de ces mélasse sera fixé par arrêtés des ministres des finances et de l'agriculture, compte tenu du prix des céréales secondaires, sans pouvoir être inférieur à celui qui correspond au prix des alcools hors contingent.

Art. 43. — Les prix d'achat des alcools compris dans le contingent sont fixés d'après le barème suivant :

Alcools de mélasse : 0,68 du prix d'achat de l'alcool provenant de la distillation des betteraves du contingent.

Alcools de grains, de synthèse et divers : 0,60 du prix d'achat de l'alcool provenant de la distillation des betteraves du contingent.

Alcools de vin : 2,55 du prix d'achat de l'alcool provenant de la distillation des betteraves du contingent.

Alcools de cidre ou de poiré : 2,55 du prix d'achat de l'alcool provenant de la distillation des betteraves du contingent.

Alcools de pommes : 2,20 du prix d'achat de l'alcool provenant de la distillation des betteraves du contingent.

Alcools de marcs de raisins : 1,60 du prix d'achat de l'alcool provenant de la distillation des betteraves du contingent.

Les quantités excédant chacun des contingents sont acquises sur la base du prix de cession de l'alcool à la carburant. Le coefficient de l'alcool de vin sera porté à 2,70 quand le prix de cession pour la fabrication des liqueurs, fixé pour la campagne 1935-1936, sera majoré de 100 fr. Pour la dite campagne, tous les prix d'achat sont basés sur la parité d'un cours de sucre de 176 fr.

Art. 44. — Sont abrogées les dispositions du dernier paragraphe de l'article 460 et l'avant-dernier paragraphe de l'article 467 du code des contributions indirectes.

Le taux des surtaxes prévues à l'article 8 du code des contributions indirectes est égal à la différence entre le double du prix d'achat des alcools hors contingent et le prix de vente par le service commercial des alcools, de l'alcool destiné à la fabrication des apéritifs et liqueurs.

Art. 45. — Les bénéfices réalisés par le service des alcools sont affectés à concou-

rence de 125 millions au compte spécial prévu à l'article 50 ci-après. Le surplus est attribué pour moitié au budget général et pour moitié au fonds de réserve du service des alcools.

Art. 46. — Les mélasse destinées à la levurerie et aux usages autres que la distillation et l'alimentation du bétail seront livrées exclusivement aux utilisateurs par les sucreries et éventuellement les raffineries. Leur prix sera fonction du prix de l'alcool de mélasse du contingent.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances fixeront par arrêtés les conditions d'application du présent article.

Art. 47. — Les six articles qui précèdent, de même que l'article 50 du présent décret entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1935, tant en Algérie que dans la métropole, y compris les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Dans les trois jours qui suivront cette date, tous détenteurs en quantités supérieures à 150 litres d'alcool pur, de produits à base d'alcool de caractère industriel ou de boissons ayant perdu à la suite de transformations le droit à la dénomination générique d'eau-de-vie, ou d'alcools en nature dont la production est désormais réservée à l'Etat, devront faire à la recette localisée des contributions indirectes ou des contributions diverses, la déclaration des stocks en leur possession. Dans tous les cas où les alcools dont il s'agit n'auront pas été acquis du service des alcools, les déclarants seront tenus de verser au profit du service, sur la totalité des alcools en nature et sur la portion des quantités transformés constituant un excédent sur leur stock normal des neuf mois précédents, une redevance représentant le montant de la différence entre le prix de cession prévu pour l'usage auquel l'alcool est destiné ou a été employé, et le cours moyen des alcools pratiqué à la bourse de commerce de Paris, pendant les quatre derniers mois écoulés jusqu'au 1^{er} juillet, majoré de 50 fr. Les détenteurs d'alcool rétrocedé par l'Etat auront également à verser, s'il y a lieu, une redevance égale à la différence entre le nouveau et l'ancien prix de cession, majoré de 30 fr. Ces redevances seront acquittées dans le délai de trois mois; elles pourront faire l'objet d'obligations cautionnées à quatre mois de terme si leur montant dépasse 300 fr.

Pour les produits en cours de transport au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, la déclaration sera faite par le destinataire dans les trois jours de la réception.

Art. 48. — A la demande de l'une des parties sont résiliés sans indemnité, tous marchés d'alcools ou de matières premières achetées en vue de la distillation, comportant livraison postérieurement au 30 septembre 1935, dans tous les cas où les dispositions du présent décret sont susceptibles d'influer sur ces marchés. En ce qui concerne le marché à terme de la bourse de commerce de Paris, les affaires sont officiellement suspendues à la date du 31 juillet 1935.

Art. 49. — Les infractions aux prescriptions des textes législatifs ou réglementaires relatifs au régime économique de l'alcool, tel qu'il est défini par les articles 1^{er}

31 Juillet 1935

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

à 10 du code des contributions indirectes, complété par le présent décret, sont constatées et poursuivies comme en matière de contributions indirectes ou de contributions diverses. Elles sont punies d'une amende en principal de 500 à 5.000 fr., qui est doublée en cas de récidive, le tout sans préjudice du paiement d'une somme égale au triple des recettes nettes dont le service commercial des alcools aura été frustré du fait de l'infraction.

En cas d'infractions touchant à la fois au régime fiscal et au régime économique de l'alcool, l'administration des contributions indirectes ou des contributions diverses est seule chargée des poursuites.

Art. 50. — Un compte spécial destiné à résorber les excédents des récoltes viticoles et à financer les arrachages de vignes, est ouvert dans les écritures du service des alcools. Ce compte est crédité du montant de la subvention prévue à l'article 45, du produit de la vente des alcools et du produit de la majoration du droit de circulation sur les vins et les cidres instituée par l'article 4 de la loi du 24 décembre 1931, majoration qui sera augmentée de 20 p. 100 à dater de la mise en vigueur du présent décret. Il est débité de : la valeur des achats, des frais généraux divers, du remboursement, au budget général, de la perte de recettes entraînée par l'apport supplémentaire d'alcools à la carburant et du montant des traitements et indemnités des fonctionnaires des contributions indirectes spécialement chargés de l'application des lois sur la viticulture.

La perception de la majoration du droit de circulation sera suspendue quand, après remboursement des avances au service des alcools, les réserves du compte atteindront 300 millions de francs.

Art. 51. — A titre exceptionnel pour la récolte 1935, le service des alcools financera les opérations d'achat d'alcool prévues par l'article 10 de la loi du 4 juillet 1935, dans la limite d'une somme de 210 millions. Cette avance lui sera remboursée dans un délai maximum de quatre années, par le compte spécial.

Art. 52. — Les contingents attribués conformément aux paragraphes 3 et 4, a, de l'article 3 du livre 1^{er} du code des contributions indirectes sont réduits de 4 p. 100.

La quantité disponible prévue aux paragraphes 4 b de l'article 3 du livre 1^{er} du code des contributions indirectes, est fixée à 120.800 hectolitres. La répartition prévue par cet alinéa est modifiée ainsi qu'il suit :

113.800 hectolitres seront répartis entre les usines n'ayant pas eu d'attribution de contingent en vertu du paragraphe 3 et du paragraphe 4 a, ainsi qu'entre celles dont les fondations auront été commencées et les commandes de matériel effectivement passées avant la promulgation du présent article.

Cette attribution sera faite sur la proposition de la commission instituée en vertu de l'article 3 du livre 1^{er} du code des contributions indirectes, en tenant compte de la puissance de travail de ces usines et de leur production antérieure payée à parité des cours du sucre dans la mesure où ces éléments sont compatibles avec les ensemencements normaux des planteurs habituels de ces usines.

Le solde des 6.950 hectolitres sera ajouté aux quantités rendues disponibles par application du premier alinéa du présent article pour attribuer un contingent supplémentaire :

1° Aux usines visées par cet article au cas où la répartition précédente serait insuffisante pour leur permettre de travailler les ensemencements normaux de leurs planteurs ;

2° Aux usines susceptibles de travailler dans des conditions normales les betteraves de cultivateurs des communes de la zone rouge, lorsque la preuve aura été apportée que ces dernières se sont trouvées dans l'impossibilité de reconstituer une culture de betteraves normale, soit au cours des années ayant servi de base à la répartition du contingent, soit au cours des années ultérieures.

Ces répartitions seront faites par arrêté des ministres de l'agriculture et des finances, après avis conforme de la commission instituée par l'article 3 du livre 1^{er} du code des contributions indirectes.

Art. 53. — La réorganisation des services chargés de la répression des fraudes et l'unification de leurs méthodes seront opérées avant le 31 octobre 1935 par décrets rendus sur la proposition des ministres de l'agriculture et des finances.

Art. 54. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de l'article unique de la loi du 8 juin 1935. Il est applicable aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, et sauf en ce qui concerne les articles 9 et 12, à l'Algérie.

Art. 55. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, les ministres des finances, de l'agriculture, de la guerre et de l'intérieur sont chargés, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Paris, le 30 juillet 1935.

ALBERT LEHRUX.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,

PIERRE LAVAL.

Le ministre des finances,
MARCEL RÉGNIER.

Le ministre de l'agriculture,
PIERRE CATHALA.

Le ministre de la guerre,
JEAN FADRY.

Le ministre de l'intérieur,
JOSEPH PAGANON.

LOIS

LOI n° 90-558 du 2 juillet 1990 relative aux appellations d'origine contrôlées des produits agricoles ou alimentaires, bruts ou transformés (1)

NOR : AGRX9000025L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. - La loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine est ainsi modifiée et complétée :

I. - Le second alinéa de l'alinéa 7-3 est abrogé.

II. - Après l'article 7-3, sont insérés cinq articles ainsi rédigés :

« Art. 7-4. - Les produits agricoles ou alimentaires, bruts ou transformés, peuvent se voir reconnaître exclusivement une appellation d'origine contrôlée. Les dispositions des articles 1^{er} à 7-3 ne leur sont pas applicables.

« Dans les conditions prévues ci-après, ces produits peuvent bénéficier d'une appellation d'origine contrôlée s'ils répondent aux dispositions de l'article A, possèdent une notoriété dûment établie et font l'objet de procédures d'agrément.

« L'appellation d'origine contrôlée ne peut jamais être considérée comme présentant un caractère générique et tomber dans le domaine public.

« Le nom géographique qui constitue l'appellation d'origine ou toute autre mention l'évoquant ne peuvent être employés pour aucun produit similaire, sans préjudice des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur à la date de publication de la loi n° 90-558 du 2 juillet 1990, ni pour aucun autre produit ou service lorsque cette utilisation est susceptible de détourner ou d'affaiblir la notoriété de l'appellation d'origine.

« Les appellations d'origine relevant de la loi n° 49-1603 du 18 décembre 1949 relative à la reconnaissance officielle, dans le statut viticole, des vins délimités de qualité supérieure et celles qui sont en vigueur, au 1^{er} juillet 1990, dans les départements d'outre-mer, conservent leur statut.

« Art. 7-5. - Chaque appellation d'origine contrôlée est définie par décret sur proposition de l'Institut national des appellations d'origine, sans préjudice pour les vins et eaux-de-vie, cidres, poirés, apéritifs à base de cidres, de poirés ou de vins des dispositions de l'article 21 du décret du 30 juillet 1935 relatif à la défense du marché des vins et au régime économique de l'alcool, modifié par la loi du 16 novembre 1984.

« Le décret délimite l'aire géographique de production et détermine les conditions de production et d'agrément du produit.

« Art. 7-6. - Les appellations d'origine définies par voie législative ou réglementaire avant le 1^{er} juillet 1990 sont considérées comme répondant aux conditions de l'article 7-5. Toute modification ultérieure des textes définissant ces appellations doit intervenir conformément à la procédure prévue au même article.

« Avant le 1^{er} juillet 1995, les produits dont l'appellation d'origine a été définie par voie judiciaire avant le 1^{er} juillet 1990 ou a été acquise en application des articles 14 et 15 de la présente loi dans leur rédaction antérieure à la loi n° 90-558 du 2 juillet 1990 feront l'objet, s'ils satisfont aux conditions fixées à l'article 7-4, d'un décret leur attribuant une appellation d'origine contrôlée selon la procédure prévue à l'article 7-5. A défaut, ces appellations seront caduques.

« Art. 7-7. - L'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie prend le nom d'Institut national des appellations d'origine. Les compétences qu'il exerce conformément aux dispositions du décret du 30 juillet 1935 pré-

6 juillet 1990

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

citée et de ses textes d'application sont étendues à l'ensemble des produits agricoles ou alimentaires, bruts ou transformés.

« Après avis des syndicats de défense intéressés, l'Institut national des appellations d'origine propose la reconnaissance des appellations d'origine contrôlées, laquelle comporte la délimitation des aires géographiques de production et la détermination des conditions de production et d'agrément de chacune de ces appellations d'origine contrôlées.

« Il donne son avis sur les dispositions nationales relatives à l'étiquetage et à la présentation de chacun des produits relevant de sa compétence. Il peut être consulté sur toute autre question relative aux appellations d'origine.

« Il contribue à la promotion et à la défense de ces appellations d'origine en France et à l'étranger.

« Art. 7-8. - L'Institut national des appellations d'origine comprend :

« - le comité national compétent pour les vins, eaux-de-vie, cidres, poirés, apéritifs à base de cidres, de poirés ou de vins ;

« - un comité national des produits laitiers ;

« - un comité national des produits autres que ceux couverts par les instances mentionnées ci-dessus.

« Ces comités sont composés de représentants professionnels, de représentants des administrations et de personnalités qualifiées permettant notamment la représentation des consommateurs.

« Chacun de ces comités se prononce pour les produits de sa compétence sur les questions mentionnées à l'article 7-7.

« Les membres de ces comités sont réunis en séance plénière pour la présentation du budget et de la politique générale de l'institut.

« Un conseil permanent, composé de membres appartenant aux mêmes catégories que celles prévues pour les comités nationaux et choisis parmi ces comités, établit le budget de l'institut et détermine la politique générale relative aux appellations d'origine contrôlées.

« Les présidents des comités nationaux et du conseil permanent sont nommés par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et des finances et du ministre chargé de l'agriculture. Le président du conseil permanent est nommé pour deux ans. Il est choisi successivement dans chacun des comités nationaux.

« Les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Institut national des appellations d'origine demeurent fixées dans les conditions prévues par l'article 20, alinéa 2, du décret du 30 juillet 1935 précité et par ses textes d'application. Toutefois, les décrets prévus à cet alinéa sont des décrets en Conseil d'Etat. »

III. - L'article 9-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les peines prévues à l'article 8 sont également applicables en cas d'utilisation de toute mention interdite en vertu du quatrième alinéa de l'article 7-4. »

IV. - Les articles 14 et 15 sont abrogés.

Art. 2. - L'Institut national des appellations d'origine dispose, pour toutes les dépenses qui lui incombent au titre des lois et règlements relatifs aux appellations d'origine, d'une dotation budgétaire de l'Etat. Il dispose en outre des ressources dont il bénéficie en application de textes particuliers.

Art. 3. - I. - La loi n° 55-1533 du 28 novembre 1955 relative aux appellations d'origine des fromages est abrogée à compter de la désignation des membres du Comité national des produits laitiers institué par l'article 7-8 de la loi du 6 mai 1919 précitée.

II. - Le comité national compétent pour les vins, eaux-de-vie, cidres, poirés, apéritifs à base de cidres, de poirés ou de vins, en fonctions à la date de promulgation de la présente loi, est maintenu dans sa composition actuelle jusqu'au 22 juin 1992.

Art. 4. - Sont ajoutés à la liste des décrets énumérés à l'article unique de la loi n° 77-731 du 7 juillet 1977 portant validation de divers décrets instituant des organismes professionnels ou interprofessionnels les décrets suivants :

- décret n° 63-575 du 11 juin 1963 portant création d'un comité interprofessionnel du gruyère de Comté ;

- décret n° 65-94 du 9 février 1965 portant création d'un comité interprofessionnel des fromages produits dans le département du Cantal et dans l'aire géographique de l'appellation d'origine Cantal.

Art. 5. - Tout syndicat de défense d'une appellation d'origine contrôlée peut saisir l'autorité administrative compétente s'il estime que le contenu d'un document d'aménagement ou d'urbanisme en cours d'élaboration, un projet d'équipement, de construction, d'exploitation du sol ou du sous-sol, d'implantation d'activités économiques est de nature à porter atteinte à l'aire ou aux conditions de production, à la qualité ou à l'image du produit d'appellation.

Préalablement à toute décision, cette autorité administrative doit alors recueillir l'avis du ministre de l'agriculture, pris après consultation de l'Institut national des appellations d'origine.

Le ministre de l'agriculture dispose, pour donner son avis, d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle il est saisi par l'autorité administrative.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

Art. 6. - Après le deuxième alinéa de l'article 9 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le ministre de l'agriculture et de la forêt est également consulté, sur sa demande, lorsqu'un établissement soumis à l'autorisation visée ci-dessus doit être ouvert dans une commune ou dans une commune limitrophe d'une commune comportant une aire de production d'un produit d'appellation d'origine contrôlée autre que le vin. »

Art. 7. - Sont abrogés :

- la loi n° 53-247 du 31 mars 1953 portant création d'un comité interprofessionnel des vins d'origine du pays nantais ;

- la loi n° 52-1267 du 29 novembre 1952 portant création d'un comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée « Touraine » ;

- la loi n° 55-1535 du 23 novembre 1955 créant un comité interprofessionnel des vins des Côtes du Rhône, modifiée par la loi n° 79-532 du 4 juillet 1979 et le décret n° 80-820 du 10 octobre 1980 ;

- le décret n° 66-513 du 6 juillet 1966 portant création du comité interprofessionnel de la Côte-d'Or et de l'Yonne pour les vins A.O.C. « Bourgogne », validé par la loi n° 77-731 du 7 juillet 1977 ;

- le décret n° 60-889 du 12 août 1960 portant création d'un comité interprofessionnel de Saône-et-Loire pour les vins A.O.C. « Bourgogne » et « Mâcon », validé par la loi n° 77-731 du 7 juillet 1977.

Art. 8. - Les biens du comité interprofessionnel de la Côte-d'Or et de l'Yonne pour les vins A.O.C. « Bourgogne » ainsi que ceux du comité interprofessionnel de Saône-et-Loire pour les vins A.O.C. « Bourgogne » et « Mâcon » sont transférés au bureau interprofessionnel des vins de Bourgogne.

Les biens du comité interprofessionnel des vins des Côtes du Rhône, des Côtes du Ventoux et des Côteaux du Tricastin ainsi que ceux du syndicat interprofessionnel des Costières du Gard sont transférés au comité interprofessionnel des vins A.O.C. « Côte-du-Rhône » et « Vallée du Rhône ».

Les biens du comité interprofessionnel des vins d'origine du Pays Nantais sont transférés au comité interprofessionnel des vins d'appellation d'origine de Nantes.

Les biens du comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine sont transférés au comité interprofessionnel des vins d'appellation d'origine contrôlée « Touraine ».

Art. 9. - Les transferts visés à l'article précédent sont exonérés de droits de timbre, de droits d'enregistrement, de taxe de publicité foncière et ne donnent pas lieu au versement de salaire.

A partir de la promulgation de la présente loi, bénéficient des dispositions prévues à l'alinéa précédent les transferts sans contrepartie de l'ensemble de l'actif et du passif, opérés lors de la dissolution d'organismes interprofessionnels agricoles, au profit d'une organisation interprofessionnelle reconnue au sens de la loi n° 75-600 du 10 juillet 1975 relative à l'organisation interprofessionnelle agricole, exerçant la même activité.

Art. 10. - I. - Les deuxième à dixième alinéas du paragraphe I de l'article 1618 *octies* du code général des impôts sont remplacés par neuf alinéas ainsi rédigés :

« Les montants de cette taxe s'établissent comme suit, en francs par tonne :

- « Pour le blé tendre : 13,80 F ;
- « Pour le blé dur : 23,10 F ;
- « Pour l'orge : 13,15 F ;
- « Pour le seigle : 13,80 F ;
- « Pour le maïs : 12,40 F ;
- « Pour l'avoine : 15,20 F ;
- « Pour le sorgho : 13,15 F ;
- « Pour le triticale : 13,80 F. »

II. - Le deuxième alinéa de l'article 1618 *nonies* du code général des impôts est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le montant de cette taxe est fixé à 29,30 F par tonne de colza et de navette et à 35,15 F par tonne de tournesol. »

III. - Ces montants s'appliquent à compter de la campagne 1990-1991.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 2 juillet 1990.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

MICHEL ROCARD

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et du budget,*

PIERRE BÉRÉGOVOY

*Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique
et des réformes administratives,*

MICHEL DURAFOUR

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

PIERRE ARPAILLANGE

Le ministre de l'agriculture et de la forêt,

HENRI NALLET

*Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'économie, des finances et du budget,
chargé du budget,*

MICHEL CHARASSE

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'économie, des finances et du budget,
chargé de la consommation,*

VÉRONIQUE NEIERTZ

(1) Travaux préparatoires : loi n° 90-558.

Sénat :

Projet de loi n° 198 (1989-1990) ;

Rapport de M. Bernard Barbier, au nom de la commission des affaires économiques, n° 270 (1989-1990) ;

Discussion et adoption le 9 mai 1990.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 1337 ;

Rapport de M. François Patriat, au nom de la commission de la production, n° 1400 ;

Discussion et adoption le 6 juin 1990.

Sénat :

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, n° 366 (1989-1990) ;

Rapport de M. Bernard Barbier, au nom de la commission des affaires économiques, n° 376 (1989-1990) ;

Discussion et adoption le 19 juin 1990.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, n° 1477 ;

Rapport de M. François Patriat, au nom de la commission de la production, n° 1487 ;

Discussion et adoption le 26 juin 1990.

17 avril 1991

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

Décret n° 91-368 du 15 avril 1991 portant organisation et fonctionnement de l'Institut national des appellations d'origine

NOR : AGRP9100376D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'agriculture et de la forêt,

Vu la loi du 27 février 1912 portant fixation du budget général, des dépenses et des recettes de l'exercice 1912, et notamment son article 65, modifié par le décret du 14 juin 1938 ;

Vu la loi du 6 mai 1919 sur la protection des appellations d'origine, modifiée en dernier lieu par la loi n° 90-558 du 2 juillet 1990 relative aux appellations d'origine contrôlées des produits agricoles ou alimentaires, bruts ou transformés ;

Vu le décret du 30 juillet 1935 modifié relatif à la défense du marché des vins et au régime économique de l'alcool, et notamment ses articles 20, 21 et 23 ;

Vu la loi n° 49-1603 du 18 décembre 1949 relative à la reconnaissance officielle dans le statut viticole des vins délimités de qualité supérieure, complétée par la loi n° 51-682 du 24 mai 1951 ;

Vu la loi n° 55-1553 du 28 novembre 1955 relative aux appellations d'origine des fromages ;

Vu la loi de finances rectificative pour 1988 (n° 88-1193 du 29 décembre 1988), et notamment son article 34 ;

Vu la loi de finances rectificative pour 1990 (n° 90-1169 du 29 décembre 1990), et notamment son article 60 ;

Vu le décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 55-671 du 20 mai 1955 modifiant et complétant certaines dispositions relatives à l'organisation et à l'assainissement du marché du vin et à l'organisation de la production viticole, et notamment son article 14 ;

Vu le décret n° 55-733 du 26 mai 1955 modifié portant codification et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat ;

Vu le décret n° 60-1284 du 30 novembre 1960 relatif aux vins délimités de qualité supérieure ;

Vu le décret n° 83-623 du 7 juillet 1983 portant création d'une agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole ;

Vu le décret n° 83-1267 du 30 décembre 1983 portant statut du personnel des offices d'intervention dans le secteur agricole, modifié par le décret n° 86-443 du 14 mars 1986 ;

Vu la loi n° 88-416 du 22 avril 1988 portant application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les rhums et le tafia, et notamment l'article 2 ;

Vu les procès-verbaux des délibérations du comité technique paritaire de l'établissement en date des 11 juillet et 26 octobre 1990 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. - L'Institut national des appellations d'origine prévu par l'article 7.7 de la loi du 6 mai 1919 modifiée susvisée est un établissement public à caractère administratif.

Il est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 2. - L'Institut national des appellations d'origine comprend trois comités nationaux, dotés chacun d'une commission permanente. Il comprend également, en tant que de besoin, des comités régionaux.

Les trois comités nationaux sont, respectivement :

a) Le Comité national des vins et eaux-de-vie, cidre, poiré, et apéritifs à base de vin, cidres et poirés, ci-après dénommé Comité national des vins et eaux-de-vie ;

b) Le Comité national des produits laitiers ;

c) Le Comité national des produits agro-alimentaires autres que les vins, eaux-de-vie et produits laitiers.

L'Institut est administré par un conseil permanent dans les conditions prévues aux articles 8 à 10 ci-dessous.

Art. 3. - Les comités nationaux sont composés, outre leur président désigné dans les conditions prévues à l'article 4 :

1° De représentants professionnels des secteurs de la production, de la transformation ou du négoce des produits concernés choisis parmi les membres des comités régionaux si ces derniers ont été mis en place ou, à défaut, désignés après avis des syndicats de défense ;

2° De représentants de l'administration ;

3° De personnalités qualifiées par leurs activités sur le plan national et sur le plan du commerce d'exportation et de distribution. Au titre de ces personnalités figurent des représentants des consommateurs.

Un arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre chargé de l'agriculture fixe pour chacun des comités nationaux le nombre des membres appartenant à chacune des catégories ci-dessus énoncées. La moitié de ces membres au moins est désignée au titre de la catégorie mentionnée au 1° et le quart au plus au titre de la catégorie mentionnée au 2°.

Les membres des comités nationaux autres que les représentants de l'administration sont nommés pour six ans par arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre chargé de l'agriculture. Leur mandat peut être renouvelé.

La limite d'âge pour la nomination des membres mentionnés au 1° de l'alinéa 1^{er} ci-dessus est fixée à soixante-cinq ans. Tout mandat commencé avant cet âge va à son terme.

Les membres doivent jouir de leurs droits civiques et ne pas avoir été déclarés en faillite personnelle ni avoir fait l'objet de condamnation pour fraudes fiscales ou commerciales.

Tout membre qui, sans motif valable et justifié, aura été absent à plus de deux sessions consécutives sera considéré comme démissionnaire et son remplacement demandé aux ministres par le président du comité national concerné.

Art. 4. - Les présidents des comités nationaux mentionnés aux a, b et c de l'article 2 sont nommés par arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre chargé de l'agriculture pour une durée de six ans renouvelable. Ils sont choisis parmi des professionnels de la production, de la transformation ou du négoce.

Les présidents des comités nationaux ont qualité pour accomplir les actes de la vie civile relevant du secteur de compétence du comité national qu'ils président. Ils en tiennent informé le président du conseil permanent.

Ils peuvent, s'il y a lieu et chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, assister aux délibérations des comités régionaux ou s'y faire représenter.

Lors de leur première réunion, les comités nationaux désignent des vice-présidents qui ont pour mission de suppléer le président quand il se trouve empêché. Ces désignations sont soumises à l'agrément du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 5. - Les comités nationaux délibèrent sur toutes les questions qui relèvent de leur secteur de compétence en vertu des articles 7.7 et 7.8, alinéa 3, de la loi du 6 mai 1919 susvisée ainsi que sur toutes les questions qui ont fait l'objet d'avis des comités régionaux conformément aux dispositions de l'article 20 ci-dessous.

Les propositions des comités nationaux sont approuvées selon la procédure prévue à l'article 7.5 de la loi du 6 mai 1919 susvisée.

Art. 6. - Les dispositions de campagne concernant les conditions de production de certains produits d'une récolte déterminée, adoptées par le Comité national des vins et eaux-de-vie, sont approuvées par arrêtés conjoints du ministre chargé de l'agriculture et du ministre de l'économie, des finances et du budget.

Outre les attributions mentionnées à l'article 5 et celles qui sont prévues par le décret du 30 novembre 1960 susvisé, le Comité national des vins et eaux-de-vie est également chargé :

- d'étudier et de proposer toute mesure de nature à favoriser l'amélioration de la qualité des vins et eaux-de-vie bénéficiant d'une appellation d'origine ;

- d'étudier et de proposer toutes mesures réglementaires propres à assurer la régularisation du marché des vins et eaux-de-vie bénéficiant d'une appellation d'origine ainsi que, le cas échéant, de participer à leur application ;

- de donner tous avis sur les mesures techniques et de reconversion utiles à l'amélioration de la productivité et de la qualité ainsi que, le cas échéant, de participer à l'application de ces mesures,

Art. 7. - Chaque comité national est réuni à la demande de son président, du ministre chargé de l'agriculture ou de la majorité de ses membres.

Les membres des trois comités nationaux se réunissent en séance plénière, sur la convocation du président du conseil permanent, pour la présentation du budget et de la politique générale de l'institut.

Art. 8. - Le conseil permanent est composé de vingt-deux membres appartenant aux trois comités nationaux, au nombre desquels figurent les présidents de ces comités. Ils sont nommés par arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre chargé de l'agriculture pour la durée de leur mandat au sein du comité national auquel ils appartiennent.

La moitié au moins du conseil permanent est constituée de membres autres que les représentants de l'administration.

Le président du conseil permanent est nommé pour une durée de deux ans par arrêté conjoint des ministres concernés. Il est choisi successivement dans chacun des comités nationaux.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 9. - Le conseil permanent délibère sur toutes questions de sa compétence et notamment :

- a) L'établissement du budget ;
- b) La politique générale de l'institut ;
- c) La défense de la notion d'appellation d'origine contrôlée.

Art. 10. - Le conseil permanent constitue en son sein un bureau comprenant obligatoirement parmi ses membres un représentant du ministre chargé de l'agriculture et un représentant du ministre de l'économie, des finances et du budget. Ce bureau a pour mission d'examiner les questions administratives et financières de l'institut. Il décide des affaires pour lesquelles il a reçu, en ce domaine, une délégation spéciale du conseil permanent.

Art. 11. - Le président du conseil permanent représente l'institut dans tous les actes de la vie civile relevant des compétences du conseil permanent.

Art. 12. - Un commissaire du Gouvernement est désigné par arrêté du ministre chargé de l'agriculture. Il assiste aux séances des comités nationaux, du conseil permanent et, éventuellement, à celles des commissions permanentes et des comités régionaux. Il peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Le commissaire du Gouvernement peut, en dehors des cas prévus aux articles 5, alinéa 2, et 6, alinéa 1^{er}, approuver les décisions des comités nationaux conformes à la politique agricole du Gouvernement.

Art. 13. - Pour chaque comité national, une commission permanente, dont le nombre de membres et les règles de composition sont fixés par arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre chargé de l'agriculture, est chargée de suivre les affaires courantes relevant de la compétence dudit comité. Les membres de cette commission sont désignés par le comité national concerné en son sein.

Le comité national concerné peut, avec l'accord du commissaire du Gouvernement, déléguer par une habilitation expresse certaines de ses attributions à la commission permanente, à l'exclusion de celles concernant la fixation des conditions de production.

Art. 14. - Des arrêtés conjoints du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre chargé de l'agriculture fixent après avis du comité national concerné la liste des comités régionaux, le nombre de leurs membres, le siège de leurs délibérations ainsi que la liste des appellations rattachées à chacun d'eux.

Art. 15. - Sont membres de chaque comité régional Vins et eaux-de-vie, sur désignation du ministre chargé de l'agriculture :

- un directeur régional de l'agriculture et de la forêt ;
- un directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- un délégué régional de l'Office national interprofessionnel des vins ;
- le chef de division de l'Institut national des appellations d'origine chargé de la région concernée.

Sont également membres de chaque comité régional, sur désignation du ministre de l'économie, des finances et du budget :

- un directeur des services fiscaux ;
- un directeur régional de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;
- un directeur départemental de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

En dehors des membres ci-dessus énumérés, les membres des comités régionaux sont des professionnels de la production et du négoce des produits relevant du comité national Vins et eaux-de-vie.

Ils sont nommés par arrêté pour une durée de six ans par le ministre chargé de l'agriculture, après consultation :

- pour la désignation des professionnels de la production : des syndicats de défense les plus représentatifs des appellations concernées ;
- pour la désignation des professionnels du négoce : des syndicats de négoce les plus représentatifs existant dans le ressort du comité régional,

et après avis des préfets des départements intéressés.

Art. 16. - Sont membres de chaque comité régional des produits laitiers, sur désignation du ministre chargé de l'agriculture :

- un directeur régional de l'agriculture et de la forêt ;
- un directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- le directeur de l'Office national interprofessionnel du lait ou son représentant ;
- le chef de division de l'Institut national des appellations d'origine chargé de la région concernée.

Sont également membres de chaque comité régional, sur désignation du ministre de l'économie, des finances et du budget :

- un directeur régional de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;
- un directeur départemental de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

En dehors des membres ci-dessus énumérés, les membres des comités régionaux sont des professionnels de la production, de la transformation ou du négoce des produits laitiers relevant du Comité national des produits laitiers.

Ils sont nommés pour une durée de six ans par arrêté du ministre chargé de l'agriculture après consultation des syndicats de défense des appellations de la région concernée et avis des préfets des départements intéressés.

Art. 17. - La limite d'âge pour la nomination des membres professionnels des comités régionaux est fixée à soixante-cinq ans. Tout mandat commencé avant cet âge va à son terme.

Les membres des comités régionaux doivent jouir de leurs droits civiques et ne pas avoir été déclarés en faillite personnelle ni avoir fait l'objet de condamnation pour fraudes fiscales ou commerciales.

Tout membre qui, sans motif valable et justifié, aura été absent à plus de deux sessions consécutives sera considéré comme démissionnaire et son remplacement demandé au ministre par le président du comité régional concerné.

Art. 18. - Le président de chaque comité régional est nommé par arrêté du ministre chargé de l'agriculture parmi les membres professionnels.

Lors de sa première réunion, chaque comité régional désigne des vice-présidents qui ont pour mission de suppléer le président quand il se trouve empêché. Leur désignation est soumise à l'agrément du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 19. - Un agent désigné par le directeur de l'Institut national des appellations d'origine assure, sous l'autorité du président, le secrétariat du comité régional.

Art. 20. - Les comités régionaux étudient toutes les questions intéressant leur région, qui relèvent, dans leur secteur de compétence, de l'activité de l'Institut national des appellations d'origine telle qu'elle est définie par les lois et règlements en vigueur. Ils peuvent se saisir d'office de ces questions ou en être saisis par le comité national concerné ou le ministre chargé de l'agriculture.

Leurs avis sont consignés dans un procès-verbal transmis au président du comité national concerné et soumis à l'examen dudit comité.

17 avril 1991

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Art. 21. - Un règlement intérieur, approuvé par le ministre chargé de l'agriculture, sur proposition du conseil permanent, détermine les règles de fonctionnement de chaque comité national et de la commission permanente correspondante, du conseil permanent et, le cas échéant, des comités régionaux.

Art. 22. - Le directeur de l'Institut national des appellations d'origine, nommé par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, est chargé d'assurer la gestion de l'établissement. Il assure, sous l'autorité des présidents, la préparation et l'exécution des délibérations des comités nationaux et du conseil permanent et en applique les décisions. Il assiste aux séances du conseil permanent, des comités nationaux et des commissions permanentes, avec voix consultative.

Il assure le fonctionnement des services de l'institut, prend toutes les décisions individuelles relatives au personnel. Il est ordonnateur des recettes et dépenses de l'institut.

Il peut recevoir délégation de signature du président du conseil permanent et des présidents des comités nationaux pour accomplir les actes de la vie civile et assurer la représentation de l'institut.

Art. 23. - Conformément aux dispositions de l'article 65 modifié de la loi de finances du 27 février 1912 et dans les conditions prévues audit article, des agents de l'Institut national des appellations d'origine peuvent, à la demande de l'institut, être agréés et commissionnés comme agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes dans le domaine de la réglementation relative aux conditions de production des produits à appellation d'origine contrôlée.

Art. 24. - Le budget de l'Institut national des appellations d'origine préparé par le directeur est établi par le conseil permanent après examen par son bureau.

Il n'est exécutoire qu'après approbation par arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre chargé de l'agriculture.

Outre la dotation budgétaire de l'Etat prévue à l'article 2 de la loi du 2 juillet 1990 susvisée et les autres ressources dont il bénéficie en application de textes particuliers, l'institut perçoit des redevances pour services rendus et des recettes diverses dont le montant est fixé par arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre chargé de l'agriculture, sur proposition du conseil permanent.

L'institut peut recevoir en outre et le cas échéant tous legs, subventions et dons.

Art. 25. - L'Institut national des appellations d'origine est soumis au contrôle économique et financier de l'Etat dans les conditions prévues par le décret du 26 mai 1955 susvisé. Le contrôleur d'Etat a accès aux séances des comités nationaux et du conseil permanent. Il peut à tout moment exercer un contrôle sur les pièces comptables.

Art. 26. - L'Institut national des appellations d'origine est soumis au régime financier et comptable défini par les articles 14 à 25 du décret du 10 décembre 1953 susvisé et par les articles 151 à 189 du décret du 29 décembre 1962 susvisé.

Art. 27. - L'agent comptable est nommé par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'agriculture.

L'agent comptable assiste aux séances des comités nationaux et du conseil permanent.

Art. 28. - Les proportions fixées à l'article 3, deuxième alinéa, du présent décret ne sont pas applicables pour la première désignation des membres du comité national prévu au c de l'article 2.

La condition de choix mentionnée au premier alinéa de l'article 4 n'est pas applicable pour la première désignation du président du même comité national.

Art. 29. - Les comités régionaux compétents pour les vins et eaux-de-vie, cidres, poirés, apéritifs à base de cidres de poirés ou de vins, en fonctions à la date de parution du présent décret, sont maintenus dans leur composition actuelle jusqu'au 22 juin 1992.

Art. 30. - Sont abrogés :

Le décret n° 87-358 du 29 mai 1987 modifié relatif à la composition et aux règles de fonctionnement de l'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie ;

Le décret n° 66-626 du 18 août 1966 fixant la composition et les règles du fonctionnement du Comité national des appellations d'origine des fromages, à compter de la désignation des membres du Comité national des produits laitiers.

Art. 31. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'agriculture et de la forêt, le ministre délégué au budget et le secrétaire d'Etat à la consommation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 15 avril 1991.

MICHEL ROCARD

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture et de la forêt,

LOUIS MERMAZ

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et du budget,*

PIERRE BÈREGOVOY

*Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique
et des réformes administratives,*

MICHEL DURAFOUR

Le ministre de l'intérieur,

PHILIPPE MARCHAND

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

HENRI NALLET

Le ministre délégué au budget,

MICHEL CHARASSE

Le secrétaire d'Etat à la consommation,

VÉRONIQUE NEIERTZ

21 Décembre 1949

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOI n° 49-1603 du 18 décembre 1949 relative à la reconnaissance officielle, dans le statut viticole, des vins délimités de qualité supérieure.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Le chapitre II du titre IV du code du vin est complété par une section III bis ainsi conçue :

SECTION III bis.

Vins délimités de qualité supérieure.

« Art. 305 bis. — Les vins pour lesquels le bénéfice d'une appellation d'origine non contrôlée a été revendiqué en vertu de la loi du 6 mai 1919 et des lois subséquentes, notamment celle du 22 juillet 1927, ne peuvent être mis en vente et circuler sous la dénomination de vins délimités de qualité supérieure qu'accompagnés d'un label délivré par le syndicat viticole intéressé.

« Les conditions auxquelles doivent répondre ces vins en vue de l'obtention du label, ainsi que les modalités de délivrance de celui-ci, sont fixées pour chaque appellation après avis de la fédération des associations viticoles de France et de l'Institut national des appellations d'origine par des arrêtés du ministre de l'agriculture.

« Ces arrêtés seront publiés au *Journal officiel* ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 18 décembre 1949.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre de l'agriculture,
GABRIEL VALAY.

Décret n° 55-571 du 20 mai 1955 modifiant et complétant certaines dispositions relatives à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole.

EXPOSE DES MOTIFS

Pour que soit mis un terme à la crise viticole, le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 a prescrit l'élimination des vins de mauvaise qualité ainsi que la réduction du vignoble. Il a créé une organisation administrative à cet effet.

Les dispositions de ce décret, jointes à celles du code du vin qu'il n'a pas réformées, constituent depuis plus d'une année la charte nouvelle définissant l'organisation du marché du vin et l'orientation de la production viticole.

Cependant certaines de ces dispositions doivent être soit précisées pour en permettre une application plus aisée, soit modifiées pour les concilier avec de nouvelles mesures concernant notamment la reconversion des cultures décidées depuis le 30 septembre 1953 ou pouvant l'être dans l'avenir.

L'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie doit pouvoir, d'une part, compléter l'œuvre qui lui a été confiée, et, d'autre part, étendre ses compétences aux vins délimités de qualité supérieure.

C'est ainsi que sera sanctionnée l'assimilation des vins délimités de qualité supérieure aux vins à appellation d'origine contrôlée pour ce qui concerne la définition et le contrôle des conditions de production leur donnant droit à cette dénomination et au label.

Sont, en outre, fixées les limites d'assujettissement de ces vins aux charges de l'assainissement quantitatif du marché.

Enfin sont précisées les modalités d'emploi par l'Institut des vins de consommation courante des crédits affectés au fonds d'assainissement de la viticulture, afin de rendre plus souple et plus efficace le fonctionnement de cet établissement

22 Mai 1955

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'agriculture, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 14 août 1954 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, et notamment le 1^{er} de son article unique, prorogée par la loi du 2 avril 1955;

Vu la loi modifiée et complétée du 1^{er} août 1953 sur la répression des fraudes;

Vu le décret modifié du 22 janvier 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1953;

Vu le décret du 30 juillet 1955 relatif à la défense du marché du vin et au régime économique de l'alcool;

Vu la loi n° 49-1073 modifiée du 18 décembre 1949 relative à la reconnaissance officielle dans le statut viticole des vins délimités de qualité supérieure;

Vu le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole;

Vu le décret n° 54-437 du 16 avril 1954 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'institut des vins de consommation courante;

Vu le décret n° 54-955 du 14 septembre 1954 relatif à l'assainissement de la production viticole;

Vu le décret n° 54-1019 du 14 octobre 1954 complétant le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole;

Vu le code général des impôts;

Vu le code du vin;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

CHAPITRE 1^{er}

Assainissement du marché du vin et orientation de la production viticole.

Art. 1^{er}. — Le premier alinéa de l'article 125 du code du vin est complété par les dispositions suivantes:

« En outre ces infractions pourront être constatées par tout autre agent habilité à cet effet par décret. Sont constatées par les agents des contributions indirectes ou des contributions diverses, par les agents chargés de la répression des fraudes ou par tous autres agents habilités à cet effet par décret, les infractions aux dispositions des décrets n° 53-977 et n° 54-1019 des 30 septembre 1953 et 14 octobre 1954 et des textes qui les ont modifiés et complétés. Sont constatées par les agents de l'institut des vins de consommation courante ayant au moins le grade de contrôleur agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et dans le cadre de celles-ci, les infractions aux dispositions des articles 48 à 52 inclus, 85 à 96 inclus du code du vin ainsi qu'aux dispositions des articles 21 à 49 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 et de celles du décret n° 54-1019 du 14 octobre 1954. Ces infractions sont poursuivies comme en matière de contributions indirectes. Toutefois les infractions aux articles 17, 18, 19, 20, 27 (alinéa 3) du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 modifié et complété sont constatées et poursuivies comme en matière de répression des fraudes par les autorités prévues au décret du 22 janvier 1949 modifié et complété ».

Art. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 125 du code du vin est remplacé par la disposition suivante:

« Les infractions aux dispositions de l'article 40 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 peuvent être constatées par tous moyens de droit ».

Art. 3. — Les deux premiers alinéas de l'article 3 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 sont modifiés et complétés comme suit:

« Tous les viticulteurs ayant une récolte supérieure à un volume qui sera fixé chaque année seront soumis au blocage définitif. Ce volume ne peut être inférieur à 100 hectolitres. En cas de nécessité, le blocage définitif peut être progressif en fonction de la récolte individuelle et, éventuellement, du rendement à l'hectare. Toutefois, en aucun cas, l'incidence individuelle du blocage ne peut dépasser 23 p. 100 de la récolte lorsque les quantités bloquées sont égales ou inférieures à 10 millions d'hectolitres, et 50 p. 100 lorsque le blocage est supérieur à 10 millions d'hectolitres. Ces plafonds

ne sont pas applicables aux récoltes produites au delà d'un rendement de 100 hectolitres à l'hectare, les quantités dépassant ce rendement étant intégralement bloquées.

« La quantité de vin dont tout producteur conserve la libre disposition ne peut être inférieure au volume fixé pour servir de point de départ au blocage définitif ».

Art. 4. — L'article 7 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est modifié comme suit:

« Le décret fixant le blocage définitif détermine, s'il y a lieu:

« 1^o La proportion des quantités bloquées soumises à la distillation obligatoire;

« 2^o Les conditions dans lesquelles cette distillation est faite et les alcools sont livrés à l'Etat;

« 3^o Le prix auquel les alcools de prestations sont payés par l'Etat, si ce prix est inférieur au maximum prévu à l'article 10 ci-après; les transferts de distillation sont autorisés, à l'exception de ceux portant sur des vins de cépages prohibés.

« Exprimée en alcool pur, l'incidence individuelle des prestations d'alcool de vin ne peut dépasser la moitié de la récolte de chaque producteur ».

Art. 5. — L'avant-dernier alinéa de l'article 14 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est remplacé par les dispositions suivantes:

« Les redevances ne sont pas perçues sur les quantités de vin ayant fait l'objet de distillation obligatoire. Elles sont exigibles le 1^{er} septembre de l'année qui suit celle de la déclaration de récolte ».

Art. 6. — Le deuxième alinéa de l'article 15 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est complété comme suit:

« Il n'est pas tenu compte de la production et de la superficie s'appliquant à des vins bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée et à des vins destinés à la fabrication d'eaux-de-vie... ».

(Le reste sans changement.)

Art. 7. — Le premier alinéa de l'article 18 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est modifié comme suit:

« Le maximum d'acidité volatile... ».

(Le reste sans changement.)

Art. 8. — Les troisième et quatrième alinéas de l'article 20 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« La concentration ne doit pas permettre d'augmenter de plus de un cinquième la richesse de la vendange ou moût traité, sans que l'enrichissement puisse jamais excéder 2 degrés d'alcool total (acquis et en puissance). Ces limites sont également applicables à l'enrichissement des vendanges ou des moûts par addition de moûts concentrés à plus de 10 p. 100.

« Les moûts ayant été soumis à la concentration ne pourront être désacidifiés.

« La congélation des vins en vue de leur concentration partielle ne doit pas permettre d'en réduire le volume initial de plus de un cinquième, sans que l'enrichissement puisse jamais dépasser 2 degrés d'alcool total (acquis et en puissance) ».

Art. 9. — Le paragraphe 6^o de l'article 23 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est remplacé par les dispositions suivantes:

« 6^o De déterminer l'assiette des primes et indemnités prévues aux articles 31, 32 et 33 ci-après, et de mandater les sommes correspondantes ».

Art. 10. — L'avant-dernier alinéa de l'article 26 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est modifié comme suit:

« Sauf en ce qui concerne les vins à appellation contrôlée, dont les cépages sont considérés comme recommandés, le classement des terroirs et des cépages prévu au présent article sera préparé par des commissions régionales et arrêté par décret pris sur la proposition de l'institut des vins de consommation courante ».

Art. 11. — Le premier alinéa de l'article 31 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 est complété comme suit:

« Il pourra en être de même pour les viticulteurs qui renonceraient à titre définitif aux droits de replantation qu'ils détiennent à la suite d'arrachages de vignes ».

(Le reste sans changement.)

Art. 12. — Le troisième alinéa de l'article 4 du décret n° 54-955 du 14 septembre 1954 relatif à l'assainissement de la production viticole est modifié comme suit:

« Chapitre 81-12 (nouveau). — Aide à l'exportation des vins métropolitains et algériens de qualité légale et marchande ».

bénéficiant pas d'une appellation d'origine contrôlée, et des moûts concentrés ou non, 400.000.000 ».

Art. 13. — Les crédits ouverts au budget du ministère de l'agriculture, au titre du fonds d'assainissement de la viticulture (primes et indemnités attribuées en vue de l'assainissement des vignobles, établissement du cadastre viticole, moyens de service), sont affectés à l'institut des vins de consommation courante.

CHAPITRE II

Vins délimités de qualité supérieure.

Art. 14. — L'article 305 bis du code du vin est modifié comme suit :

« Les vins pour lesquels le bénéficiaire d'une appellation d'origine non contrôlée a été revendiqué en vertu de la loi du 6 mai 1919 et des lois subséquentes, notamment celle du 22 juillet 1927, ne peuvent être mis en vente et circuler sous la dénomination de vins délimités de qualité supérieure qu'accompagnés d'un label délivré par le syndicat viticole intéressé.

« Les conditions auxquelles doivent répondre ces vins en vue de l'obtention du label ainsi que les modalités de délivrance de celui-ci sont fixées pour chaque appellation par arrêté du ministre de l'agriculture, sur proposition de l'institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie et après avis de l'institut des vins de consommation courante.

« Les conditions prévues ci-dessus portent en particulier sur les critères définis pour les vins à appellation d'origine contrôlée par l'article 21 du décret du 30 juillet 1935 : aire de production, cépages, rendement à l'hectare, degré alcoolique minimum du vin, tel qu'il doit résulter de la vinification naturelle et sans aucun enrichissement, procédés de culture et de vinification ».

Art. 15. — Les vins bénéficiant du label des vins délimités de qualité supérieure ne peuvent être commercialisés avant le 1^{er} décembre suivant leur récolte. A partir de cette date, tous les vins assortis du label peuvent être commercialisés librement; cette disposition ne pourra toutefois faire obstacle à la prestation d'alcool de vin prévu par l'article 7 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953, prestation d'alcool qui, pour les vins ayant obtenu le label un mois avant la date limite de livraison des alcools, sera diminuée de moitié.

Art. 16. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 17. — Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Art. 18. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mai 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de l'agriculture,
JEAN SOURDET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
SCHUMAXER.

Le ministre de l'intérieur,
MAURICE BOURGES-MAUNOURY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
PIERRE PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques,
GILBERT-JULES.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION

Décret n° 88-416 du 22 avril 1988 portant application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les rhums et les tafia

NOR : ECOC8800033D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires sociales et de l'emploi, du ministre de l'agriculture, du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, du ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille, et du secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation, de la concurrence et de la participation,

Vu la loi modifiée du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services, notamment son article 11, ensemble le décret du 22 janvier 1919 modifié portant application de ladite loi ;

Vu la loi du 6 mai 1919 modifiée relative à la protection des appellations d'origine ;

Vu la loi du 16 avril 1930 modifiée portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931 ;

Vu le décret du 19 août 1921 portant application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie, modifié notamment par le décret n° 82-154 du 11 février 1982 ;

Vu le décret n° 84-1147 du 7 décembre 1984 portant application de la loi du 1^{er} août 1905 en ce qui concerne l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. - La dénomination « rhum » ou « tafia » est réservée à l'eau-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation du jus de canne ou des mélasses ou des sirops provenant de la fabrication du sucre de canne.

Cette eau-de-vie doit contenir une quantité totale de substances volatiles autres que les alcools éthylique et méthylique supérieure ou égale à 60 g/hl d'alcool à 100 p. 100 vol., et présenter les caractéristiques organoleptiques spécifiques du rhum.

Art. 2. - Les rhums ou tafia français définis aux articles 3 et 4 bénéficient d'une appellation d'origine telle que définie à l'article A de la loi du 6 mai 1919 modifiée et dans les conditions prévues par celle du 16 avril 1930.

Ils doivent être distillés sur l'aire géographique dont ils portent le nom.

Les dénominations visées aux articles 3 et 4 ne sont applicables aux produits française que conjointement avec une appellation d'origine.

Art. 3. - La dénomination « rhum traditionnel » ou « tafia traditionnel » suivie du nom du lieu de distillation est réservée à l'eau-de-vie provenant exclusivement de la fermentation, réalisée dans l'aire géographique, à partir de mélasses ou de sirops issus de la fabrication du sucre de canne ou de jus de canne à sucre produits dans ladite aire et présentant les principes aromatiques auxquels les rhums et les tafia doivent leurs caractères spécifiques, et ayant une quantité totale de substances volatiles autres que les alcools éthylique et méthylique supérieure ou égale à 225 g/hl d'alcool à 100 p. 100.

La dénomination « rhum agricole » suivie du nom du lieu de distillation est réservée à l'eau-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique réalisée dans l'aire géographique, du jus de canne à sucre produit dans ladite aire, et ayant une

quantité totale de substances volatiles autres que les alcools éthylique et méthylique supérieure ou égale à 225 g/hl d'alcool à 100 p. 100.

Art. 4. - En cas d'assemblage de rhums portant des appellations d'origine différentes, ces produits pourront être désignés sous une appellation plus générale conformément aux usages locaux, loyaux et constants.

Art. 5. - Dans la présentation et l'étiquetage des rhums provenant de pays étrangers, des mentions complémentaires sont admises dans la mesure où elles sont légalement utilisées et consacrées par les usages loyaux et constants dans le pays de production des produits en cause.

Art. 6. - Le 8^e alinéa de l'article 6 du décret du 19 août 1921, modifié notamment par le décret du 11 février 1982, est abrogé.

Art. 7. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires sociales et de l'emploi, le ministre de l'agriculture, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation, de la concurrence et de la participation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 avril 1988.

JACQUES CHIRAC

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et de la privatisation.*

ÉDOUARD BALLADUR

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

ALBIN CHALANDON

Le ministre des affaires sociales et de l'emploi,

PHILIPPE SÉGUIN

Le ministre de l'agriculture,

FRANÇOIS GUILLAUME

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie,
des finances et de la privatisation,
chargé du budget,*

ALAIN JUPPÉ

*Le ministre délégué auprès du ministre
des affaires sociales et de l'emploi,
chargé de la santé et de la famille,*

MICHÈLE BARZACH

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'économie, des finances
et de la privatisation, chargé de la consommation,
de la concurrence et de la participation,*

JEAN ARTHUIS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

Décret n° 92-285 du 27 mars 1992 portant modification du décret n° 88-416 du 22 avril 1988 portant application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits et de services en ce qui concerne les rhums et les tafias

NOR: ECOC3200009D

Le Premier ministre.

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'agriculture et de la forêt, du ministre délégué au budget, du ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation et du ministre délégué à la justice,

Vu le règlement (C.E.E.) n° 1576-89 du Conseil des communautés européennes du 29 mai 1989 établissant les règles générales relatives à la définition, à la désignation et à la présentation des boissons spiritueuses ;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 modifiée sur les fraudes et falsifications en matière de produits et de services, notamment son article 11, ensemble le décret du 22 janvier 1919 modifié portant application de ladite loi ;

Vu la loi du 6 mai 1919 modifiée relative à la protection des appellations d'origine, notamment son article 7-4 ;

Vu la loi de finances du 31 décembre 1922 portant interdiction de vendre des rhums et tafias de fantaisie ;

Vu la loi du 18 avril 1930 modifiée portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931, notamment son article 43 ;

Vu le décret n° 63-765 du 25 juillet 1963 portant règlement d'administration publique pour l'application, en ce qui concerne les rhums, de la loi du 1^{er} août 1905 modifiée sur la répression des fraudes ;

Vu le décret n° 84-1147 du 7 décembre 1984 modifié portant application de la loi du 1^{er} août 1905 en ce qui concerne l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ;

Vu le décret n° 88-416 du 22 avril 1988 portant application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits et de services en ce qui concerne les rhums et tafias ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu.

Décète :

Art. 1^{er}. - Dans l'intitulé du décret du 22 avril 1988 susvisé, l'expression : « en ce qui concerne les rhums et les tafias » est remplacée par l'expression : « en ce qui concerne les rhums d'appellation d'origine ».

Art. 2. - L'article 1^{er} du même décret du 22 avril 1988 est abrogé.

Art. 3. - L'article 2 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les rhums français définis aux articles 3 et 4 bénéficient d'une appellation d'origine au sens de l'article A de la loi du 6 mai 1919 modifiée, dans les conditions prévues par la loi du 16 avril 1930.

« Ces rhums doivent être distillés et vieillies dans l'aire géographique dont ils portent le nom.

« Les dénominations définies aux articles 3 et 4 ne sont applicables aux produits français que conjointement avec une appellation d'origine figurant au registre prévu à l'article 43 de la loi du 16 avril 1930. »

Art. 4. - I. - Le premier alinéa de l'article 3 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« La dénomination "rum traditionnel" suivie du nom de l'appellation d'origine est réservée à l'eau-de-vie provenant exclusivement de la fermentation, réalisée dans l'aire géogra-

pique, de mélasses ou de sirops issus de la fabrication du sucre de canne ou de jus de canne à sucre produits dans ladite aire, présentant les principes aromatiques auxquels les rhums doivent leurs caractères spécifiques et ayant une quantité totale de substances volatiles autres que les alcools éthyliques et méthyliques supérieure ou égale à 225 grammes par hectolitre d'alcool à 100 p. 100. »

II. - A la première ligne du deuxième alinéa de l'article 3 du même décret, l'expression : « du lieu de distillation » est remplacée par l'expression : « de l'appellation d'origine ».

Art. 5. - Il est ajouté au même décret un article 4-1 ainsi rédigé :

« Art. 4-1. - Pour avoir droit auxdites appellations, les rhums définis aux articles 3 et 4 doivent faire l'objet d'un agrément, comportant un examen analytique et organoleptique.

« Ces examens sont organisés sous la responsabilité du syndicat de défense de l'appellation d'origine concernée, qui délivre un certificat d'agrément. »

Art. 6. - Il est ajouté au même décret un article 4-2 ainsi rédigé :

« Art. 4-2. - Les rhums définis aux articles 3 et 4, bénéficiant d'une appellation d'origine, doivent présenter un titre alcoométrique volumique acquis minimum de 40 p. 100. »

Art. 7. - Il est ajouté au même décret un article 4-3 ainsi rédigé :

« Art. 4-3. - Le nom de l'appellation d'origine suivie de la mention "appellation d'origine" doit figurer dans la présentation et l'étiquetage des rhums bénéficiant d'une appellation d'origine.

« La mention "grand arôme" peut compléter le nom de l'appellation d'origine pour les rhums traditionnels présentant une teneur minimale en substances volatiles autres que les alcools éthyliques et méthyliques égale ou supérieure à 800 grammes par hectolitre d'alcool à 100 p. 100 et une teneur minimale en esters égale ou supérieure à 500 grammes par hectolitre d'alcool à 100 p. 100. »

Art. 8. - Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'agriculture et de la forêt, le ministre délégué au budget, le ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation et le ministre délégué à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mars 1992.

ÉDITH CRESSON

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et du budget,*
PIERRE BÉREGOVOY

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
HENRI NALLET

Le ministre de l'agriculture et de la forêt,
LOUIS MERMAZ

Le ministre délégué au budget,
MICHEL CHARASSE

*Le ministre délégué à l'artisanat,
au commerce et à la consommation,*
FRANÇOIS DOUBIN

Le ministre délégué à la justice,
MICHEL SAPIN